

DOCUMENT RESUME

ED 042 387

FL 001 912

AUTHOR [Philip, Sister Marie, Ed.; And Others]
TITLE Enquetes sur les transformations economiques et sociales de la France: Rapports des groupes d'etudes. Travaux pratiques de civilisation, Rennes-1968 (Investigations of Economic and Social Change in France: Reports of Study Groups. Applied Studies in Civilization, Rennes-1968).
INSTITUTION Saint Catherine Coll., St. Paul, Minn.
SPONS AGENCY Office of Education (DHEW), Washington, D.C.
PUB DATE 68
NOTE 134p.; Report of an NDEA Institute for Advanced Study

EDRS PRICE EDRS Price MF-\$0.75 HC-\$6.80
DESCRIPTORS Cross Cultural Studies, Cultural Education, Cultural Environment, Culture Contact, Eating Habits, Family Relationship, *French, Institutes (Training Programs), National Programs, *Research Projects, *Social Characteristics, Social Differences, Social Values, *Sociocultural Patterns, *Socioeconomic Background

IDENTIFIERS France

ABSTRACT Investigations into the sociocultural pattern of life in Rennes, France, are presented in this study. Topics include: (1) the modern family in Rennes, (2) the university generation, (3) social growth and expansion, (4) life in the Maurepas quarter, (5) cultural development, (6) shops and shopkeepers, (7) French eating habits, (8) rural living, and (9) the aristocracy of Brittany. The group studies are the result of projects completed in a civilization course by participants in a National Defense Education Act institute. (RL)

ED0 42387

TRAVAUX PRATIQUES DE CIVILISATION

RENNES - 1968

ENQUETES SUR LES TRANSFORMATIONS

ECONOMIQUES ET SOCIALES

DE LA FRANCE

RAPPORTS DES GROUPES D'ETUDES

U.S. DEPARTMENT OF HEALTH, EDUCATION & WELFARE
OFFICE OF EDUCATION

THIS DOCUMENT HAS BEEN REPRODUCED EXACTLY AS RECEIVED FROM THE
PERSON OR ORGANIZATION ORIGINATING IT. POINTS OF VIEW OR OPINIONS
STATED DO NOT NECESSARILY REPRESENT OFFICIAL OFFICE OF EDUCATION
POSITION OR POLICY.

L001912

TABLE DES MATIERES

	<u>pages</u>
LA FAMILLE RENNAISE A L'HEURE ACTUELLE	1 - 14
LA JEUNESSE UNIVERSITAIRE	15 - 31
LA PROMOTION SOCIALE	32 - 47
LA VIE D'UN QUARTIER RENNAIS	48 - 65
L'ANIMATION CULTURELLE	66 - 83
DES BOUTIQUIERS AUX BOUTIQUES	84 - 101
COMMENT SE NOURRISSENT LES FRANCAIS	102 - 113
LE MONDE RURAL FACE AUX MUTATIONS DE LA SOCIETE MODERNE	114 - 123
L'ARISTOCRATIE BRETONNE	124 - 137

LA FAMILLE RENNAISE A L'HEURE ACTUELLE

Participants : Mme Mariette BERMOWITZ M. John MAYNARD
 Soeur Michèle COCKREN M. Robert PETIX
 Melle Hope KEETON Mme Marian PUKISH

Conseiller du groupe : Madame REED

Notre enquête a eu pour but de rechercher les caractéristiques importantes de la famille d'aujourd'hui. Nous n'osons pas dire la famille française, sens trop large et impropre quant à nos recherches, nous dirons donc la famille rennaise, omettant avec juste titre l'adjectif "bretonne", ayant peur, en effet, de n'avoir touché qu'une infime partie de la multiple diversité du caractère des habitants de la belle "Breiz".

Nous avons pensé tout d'abord à orienter notre enquête vers "le conflit des générations" - Heureusement (nous allions dire malheureusement) nous n'en avons pas rencontré... Nous savons qu'il existe mais, soit par bienséance, soit par respect de l'autorité paternelle, nous n'avons pû découvrir ce conflit, il nous a donc fallu changer la course de notre navire et faire cap sur cette forteresse réputée imprenable : "le sein de la famille"...

Combien de fois ce mot simple revient-il dans la conversation française ? On parle de :

- Cadre de la famille,
- Situation de la famille,
- Livret de famille,
- Caveau de famille,
- Table de famille,
- Maison de famille etc...

Nous allons essayer d'analyser un peu cette force française, citant ici André Siegfried : "Les Français en toute conscience pensent que la Famille passe avant l'État, leurs obligations envers la communauté semblent lointaines et quelque peu irréelles".

D'abord qu'est-ce que la Famille ? Juridiquement, au sens large, la famille c'est l'arbre généalogique tourné vers le passé. Au sens étroit, ce sont les époux, les enfants et petits-enfants. Nous l'avons étudiée des deux façons.

A la naissance d'un enfant son père doit le déclarer à la mairie de sa ville en présentant son livret de famille sur lequel on a déjà inscrit le nom des époux, où les enfants viendront s'y joindre jusqu'au décès des uns et des autres que l'on enregistrera dûment avant de les enterrer dans le caveau de famille. Le caveau de famille, où des générations reposent, où les branches vivantes de l'arbre généalogique viennent prier le dimanche, quel respect et quelle force du Passé...

La maison de famille, celle qui a appartenu à des arrières-grands parents qui croûle de souvenirs, d'odeurs, de magie, et où l'on se retrouve à chaque vacance, survivance indéniable du passé...

Nous avons rencontré tout cela dans chaque famille visitée... Nous allons maintenant vous situer le cadre de ces familles...

Bourgeoise, ouvrière, milieu aisé, milieu très simple, partout ces familles semblaient présenter les mêmes caractéristiques quant aux relations parents - enfants :

Même loi inexorable : déjeuner et dîner autour de la table de famille. C'est un moment de détente pour tous, de contacts journaliers où l'on refait le point, où l'on discute les événements quotidiens, les joies, les peines, les ennuis... On reste à bavarder après le dessert, autour de la tasse de café, ou autour de rien du tout... Les bavardages ne sont pas toujours calmes, le ton monte souvent, peut-être qu'une porte claque, mais les contacts sont là. Les parents ne perdent jamais de vue leurs enfants, physiquement et spirituellement.

Partout également même respect des enfants pour les parents, même quand les chaînes de cette attitude traditionnelle pèsent lourds sur les jeunes avides de plus de liberté.

Par exemple, un garçon de vingt ans ne sortait pas le soir sans l'autorisation de ses parents... Il l'obtenait cette

autorisation mais s'il en abusait, on le réprimandait sévèrement.

"On peut user de tout, mais n'abuser de rien"...

Une jeune fille de dix-sept ans n'était jamais sortie seule en groupe avec des amis, lorsque son père parlait tout le monde se taisait et lorsque les questions lui étaient posées directement, les parents répondaient pour elle. Rencontrée seule, peu après, cette jeune fille qui avait paru un peu sotte, s'est révélée charmante et avouant souffrir du joug et de la fêrule familiales.

Avec plus ou moins de nuances, le Pater Familias était présent, sauf dans une famille où l'épouse semblait définitivement soumise à son mari, les autres nous ont semblé remplir parfaitement leurs devoirs de "Mater familias" sur un pied d'égalité ferme avec leurs maris...

Il est intéressant de noter ici que la loi de suppression du devoir d'obéissance de la femme mariée ne date que de 1938 et que celle de 1965 a consacré celle de 38 en reconnaissant l'incapacité civile de l'homme marié. C'est-à-dire que la femme française, théoriquement, a autant de droits que son mari. Pratiquement c'est un peu différent, par exemple un père peut emmener ses enfants à l'étranger sans l'autorisation de sa femme, mais une mère ne peut le faire sans permission de son époux...

La famille légitime est une unité qu'on ne peut atta-

quer" (Code Civil). Des lois nous ont été expliquées et nous ont laissés absolument remplis d'étonnement un peu révolté. Par exemple, la loi qui défend d'adopter un enfant si on a déjà des enfants légitimes. Pourquoi une loi qui nous a semblé cruelle et injuste ? Parce qu'il faut en France protéger le patrimoine. Cette notion d'argent de famille qui doit revenir aux enfants légitimes, sur lequel ces dits-enfants comptent toute leur vie, est évidemment bien loin de notre mentalité américaine.

Le divorce par consentement mutuel est interdit en France, il n'y a que trois causes possibles : l'adultère, la condamnation d'une peine infamante, les excès, sévices, injures graves.

Un enfant naturel a les mêmes droits sociaux qu'un enfant légitime. Il a le droit d'hériter de son père mais seulement de la moitié de ce que son frère légitime héritera. Ceci toujours pour la raison que la famille légitime ne peut être attaquée, le mariage représentant la fondation naturelle et morale de la société. Cette base expliquerait le refus d'accepter le divorce dans beaucoup de cas.

Le sens de la famille peut être poussé à l'extrême en France puisque nous avons appris que, dans certaines circonstances spéciales, on peut épouser un mort.

Une jeune fille enceinte, dont le futur mari meurt avant le mariage, peut demander au Président de la République la

permission d'épouser le père de son enfant.

Nous contestons à haute voix Pierre Daninos qui a écrit : "Les Français peuvent être considérés comme les gens les plus hospitaliers du monde, pourvu que l'on ne veuille pas entrer chez eux".

Nous avons été reçus partout à bras ouverts et sauf dans une seule famille, on a sorti soit le petit vin blanc, soit le champagne et les petits fours et l'on a répondu à nos questions en toute cordialité, quelquefois même avec plus de volubilité qu'il n'était nécessaire, car dans le feu de la discussion certains des membres du groupe en perdaient le fil à cause de la cacophonie qu'elle inspirait ! On discute tous ensemble, on s'interrompt, on se coupe, tant les idées que l'on veut présenter sont importantes, il n'y a pas impolitesse, c'est stimulant mais quelquefois un peu frustrant...

Les intérieurs avaient tous un côté uniforme : ils étaient très simples, allant du plus simple et ordinaire dans les familles d'ouvriers au simple et élégant dans les familles aisées. Les meubles étaient de prédominance bretonne, mais il existait un grand mélange de style, moderne, chinois, breton etc... Le sens des couleurs n'était pas apparent non plus. Par contre de très belles cheminées, des parquets sentant bon l'encaustique toute fraîche, des meubles cirés... sauf dans un appartement très confortable, nous n'avons vu ni tapis, ni moquette.

Les enfants montrent beaucoup d'affection envers leurs parents. Ils les embrassent soir et matin et en rentrant de classe. Entre frères, entre pères et fils on s'embrasse sans gêne, sans fausse-honte. Les parents appellent leurs enfants par toutes sortes de diminutifs affectueux "coco" "poulet" "mon lapin" "mon chéri" "mon chou" "mon trésor", par contre on ne ménage pas les réprimandes : "tiens-toi droit" "assieds-toi convenablement" etc...

Toutes les familles rencontrées étaient croyantes, les hommes laissant plus ou moins aux femmes le soin de pratiquer la religion catholique. Les enfants étaient ou avaient été élevés dans des écoles libres jusqu'à l'Université. On insistait sur l'éducation, la bonne éducation, que l'on recevait dans les écoles religieuses.

Un jeune homme sortant de chez les Jésuites très sévères, remarquait combien il en avait apprécié la discipline et qu'il élèverait sûrement ses enfants de la même façon. Une autre famille socialiste avancée se disait catholique militante et était engagée corps et âme dans la révolution. D'autres plus conservateurs avouaient leur peur du militarisme et voulaient rester dans les grandes lignes de la religion traditionnelle. On avouait la peur des idées avancées, alors que l'autre famille trouvait l'Eglise pas assez évoluée du point de vue socialiste.

La vie sociale des femmes nous a paru nulle partout. Les femmes d'ouvriers qui travaillent n'en ont pas parce qu'elles n'ont pas le temps d'en avoir, mais les femmes au foyer que nous avons vues s'ennuient à mourir entre leur cuisine et leur tapisserie... Il y avait là peu de différence avec leurs grand-mères.

Une femme de quarante ans avec deux enfants nous a semblé d'abord vivre très à l'américain. Ils habitent à quarante kilomètres de Rennes, le monsieur fait la navette à son travail tous les jours en DS. Ils ont une grande propriété, très jolie maison ancienne (125 ans), grand jardin d'agrément plein de fleurs et potager qui fournit tous les légumes de la famille. Malheureusement cette jolie maison se trouvait accôtée à la gare du petit village et les rapides Paris-Quimper se succédaient sans que personne ait l'air de se soucier du bruit fracassant de la S.N.C.F...

La dame de la maison nous a montré ses conserves et son congélateur plein à craquer de tous les bons légumes et fruits du jardin qu'elle congèle elle-même. Ils achètent un veau, un cochon, un quartier de boeuf chez les paysans et les font débiter pour mettre au congélateur...

On nous a dit que les produits congelés étaient aussi bons que les frais, il y a donc une évolution nette dans la façon de s'alimenter. Nous avons rencontré le même phénomène dans des familles de paysans aisés. Il y a cinq ans, peut-être moins, manger des aliments congelés aurait semblé une hérésie !

À part sa maison, cette charmante dame n'avait aucune occupation, ni civique, ni intellectuelle, ni sportive. Elle a avoué s'ennuyer un peu lorsque le vent souffle... À notre question : "Désirez-vous un poste de télévision ?", on a répondu catégoriquement "Non, car nous ne voulons pas nous débarrasser de nos enfants en les envoyant regarder la télé : nous ne sommes ensemble que le soir et nous voulons profiter d'eux à chaque instant, même lorsque nous recevons des amis, nous voulons qu'ils partagent l'hospitalité que nous offrons pour qu'ils apprennent comment faire plus tard". Cela également nous a semblé pousser le sens de la famille à l'extrême, entre deux conserves et trois congélations, Madame X aurait pu peut-être se délasser un peu en regardant la télévision. Les enfants lisent beaucoup, Monsieur bricole dans sa maison et son jardin, Madame dit qu'il est impossible de se faire des amis dans le village à cause des couches sociales impénétrables. Ou ils sont considérés comme étrangers, ou de trop haute classe, ou eux-mêmes trouvent les gens du village pas de leur milieu.

Maintenant nous essaierons de situer les revenus des familles visitées.

Les familles ouvrières gagnaient entre 700 francs et 1 000 francs par mois (\$ 140 et \$ 200). Une femme travaillait de nuit comme garde dans un hôpital pour augmenter les ressources. Elle gagnait 500 francs (\$ 100) par mois. Avec ces maigres revenus,

ils avaient quand même réussi à acheter leur maison en ville et une petite maison de campagne où Monsieur avait un jardin potager qu'il cultivait lui-même et qui fournissait tous les légumes de la famille.

Comment cette famille avec ces moyens si limités réussissait-elle à s'en sortir ?

Nous croyons qu'en général c'est le miracle français... Les économies que font ces gens sont extraordinaires, il n'y a jamais de gaspillages. On pense à éteindre l'électricité, à fermer le robinet qui coule un peu, on garde les restes pour le soir, on ne jette rien, tout peut toujours servir... La dame (qui travaillait toute la nuit) faisait tous les vêtements de ses cinq enfants; elle trouvait le moyen d'être là pour envoyer les enfants à l'école, pour leur servir à déjeuner, elle dormait quand elle avait le temps entre ses occupations familiales. Les deux jumelles apprenaient des métiers, l'une de coiffeuse, l'autre d'infirmière et aidaient beaucoup leur mère. Un garçon faisait son service militaire dans la Marine, l'autre était élève architecte, le petit de cinq ans n'était pas en bonne santé.

Dans une autre famille, la mère veuve élevait ses trois enfants en leur faisant faire des études supérieures et sans travailler, car elle était de santé fragile, avec une pension de son mari, ancien officier, qui se montait à 1 000 francs par mois (\$ 200).

Cela ne serait évidemment pas possible sans l'aide de l'Etat.

En effet, l'Etat aide beaucoup les familles françaises sous la forme des prestations familiales. Elles comprennent :

- Les allocations prénatales,
- L'allocation de maternité,
- Les allocations familiales,
- L'allocation de salaire unique,
- L'allocation de la mère au foyer,
- L'allocation logement.

Toute personne, résidant en France, ayant des enfants à charge, a droit aux prestations familiales. Il n'est pas nécessaire d'être citoyen français.

En plus de ces prestations familiales, la Sécurité Sociale offre la couverture des frais de médecine générale et spéciale, des frais de soins et de prothèse dentaires, des frais pharmaceutiques et d'appareils, des frais d'analyses et d'examens de laboratoire, des frais d'hospitalisation et de traitement dans les établissements de cure et des frais de transport, des frais d'intervention chirurgicale.

La participation de l'assuré aux dépenses est égale à 20 % : c'est le "ticket modérateur".

L'article 283 du Code prévoit "l'octroi d'indemnités journalières à l'assuré qui se trouve dans l'incapacité physique, médicalement constatée, de travailler".

Pour faire partie de la Sécurité Sociale, il faut être salarié. Mais les textes mêmes et la Jurisprudence ne subordonnent pas l'immatriculation à l'existence d'un contrat de travail. En fait, il faut travailler pour autrui. Ceci est le régime général à côté duquel subsistent les régimes spéciaux : fonctionnaires, salariés de l'agriculture, mineurs, cheminots, militaires etc...

La Sécurité Sociale et les prestations familiales assurent aux Français exactement ce que le mot veut dire : la sécurité.

Ajoutons que les études faites dans les écoles publiques sont entièrement gratuites, qu'en plus de nombreuses bourses sont données, que les restaurants universitaires sont, en partie, subventionnés par l'Etat, qu'il existe des billets de réductions dans les trains et transports en général pour étudiants et famille nombreuse, on peut dire que l'Etat français fait une politique sociale très poussée.

Les abus nous ont sauté aux yeux.

Les familles très aisées, même riches touchaient exactement les mêmes prestations familiales que le pauvre employé de la S.N.C.F. qui ne gagnait que 700 Francs par mois...

Les Français considèrent cette sécurité donnée par l'Etat une chose très normale, qui leur est due.

Nous avons rencontré l'esprit de famille encore dans les relations entre grand-parents et parents. Dans plusieurs familles, les grand-mères vivaient avec leurs enfants. Cela posait sûrement des problèmes pour les jeunes, mais la tradition est là : on s'occupe de ses parents jusqu'à leur mort, c'est le devoir. Le maître de maison nous a avoué que sa mère n'avait jamais voulu lever le petit doigt depuis la mort de son mari et acceptait entièrement d'être à la charge de son fils et belle-fille comme une chose naturelle.

Deux familles aisées avaient de très belles propriétés, mais entièrement achetées à crédit, évolution également de la mentalité traditionnelle qui détestait "faire des dettes".

Ces familles aisées sont très contentes de leur sort en général et se méfient d'un avenir qui pourrait détruire l'équilibre de la vie assez agréable qu'ils mènent. Tous, sans exception, étaient contre la violence des événements de Mai, malgré le fait que tous reconnaissent le besoin de réformes.

L'échange des idées et surtout la famille sont leur raison d'être. Pour eux il n'y a rien sans la famille qui est le noyau de leur vie. Les traditions existent toujours, ils ne veu-

lent pas qu'elles disparaissent. "La grandeur des familles fait la grandeur d'un pays en dépit des Gouvernements" (Henry de Montherlant).

Nous pouvons donc conclure avec Montherlant que la France est une grande nation car nous avons découvert, senti, apprécié et admiré sa grandeur à travers les traditions et les liens familiaux.

LA JEUNESSE UNIVERSITAIRE

Participants : M. CUDDIGAN Melle Cheryl LESMEISTER
 M. John HAYDEN Melle Barbara MAITLAND
 Frère Louis JAEGER Melle Joséphine RIPLEY

Conseiller du groupe : Monsieur Georges DECOTE

Les récents événements du mois de mai ont mis en évidence le profond malaise qui règne dans la jeunesse universitaire française. A Rennes, les réactions des étudiants ont été beaucoup moins violentes que dans des villes comme Bordeaux, Toulouse ou Paris. Toutefois les problèmes n'en existent pas moins, ici comme ailleurs. Nous avons longuement interrogé plusieurs groupes d'étudiants, de spécialités et d'opinions différentes. Nous avons également pris contact avec des professeurs, des administrateurs, ainsi qu'avec des services chargés de l'orientation et des cités et restaurants universitaires.

Nous n'avons point prétendu faire le tour d'une question aussi complexe en quelques enquêtes ; nous avons encore moins voulu aboutir à des conclusions tranchées. Notre seul but a été de nous représenter avec autant d'objectivité que possible la situation de la jeunesse universitaire de Rennes en 1968, à partir des témoignages recueillis, en nous interrogeant tout particulièrement sur ses problèmes et ses aspirations.

I. - QUELQUES DONNÉES STATISTIQUES

TABLEAU A

Effectifs des Etudiants inscrits dans les Facultés
de Rennes au cours de l'année 1967-1968

FACULTES	FRANCAIS		ETRANGERS		TOTAL		TOTAL GENERAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
DROIT ET SCIENCES ECONOMIQUES	2 381	991	35	2	2 416	993	3 409
LETTRES ET SCIENCES HUMAINES	1 822	3 059	92	66	1 914	3 125	5 039
MEDECINE	764	313	54	3	818	316	1 134
PHARMACIE	163	255	11	3	174	258	432
SCIENCES	2 433	1 494	58	7	2 491	1 501	3 992
TOTAL.....	<u>7 563</u>	<u>6 112</u>	<u>250</u>	<u>81</u>	<u>7 813</u>	<u>6 193</u>	<u>14 006</u>

L'examen de ce tableau nous permet de formuler plusieurs conclusions intéressantes :

1° La Faculté des Lettres et Sciences Humaines est celle qui rassemble le plus grand nombre d'étudiants (36 % du nombre total).

Viennent ensuite la Faculté des Sciences (28,5 %), la Faculté de Droit et des Sciences Economiques (24,3 %), la Faculté de Médecine (8,1 %) et enfin la Faculté de Pharmacie (3,1 %).

2° Pour l'ensemble des Facultés, on note une majorité, assez faible d'ailleurs, d'étudiantes par rapport aux étudiants (respectivement 55,8 % et 44,2 %). Toutefois la situation est très variable d'une Faculté à l'autre : En Lettres et en Pharmacie, les étudiantes sont fortement majoritaires (respectivement 62 % et 59,7 % contre 38 % et 40,3 % d'étudiants). Dans les trois autres Facultés, c'est l'inverse : En Sciences il y a 62,4 % d'étudiants, en Droit 71 % et en médecine 72,1 %.

3° Remarquons enfin que les étrangers représentent 2,5 % de l'effectif total des étudiants (hommes et femmes) de toutes les Facultés. Ils font surtout des études de Lettres, de Médecine et de Sciences.

TABLEAU B

Effectif des Etudiants inscrits dans les Instituts
et Ecoles de l'Enseignement Supérieur de Rennes
au cours de l'année 1967-1968

ETABLISSEMENTS	HOMMES	FEMMES	ETRANGERS	TOTAL
- Institut des Etudes Judiciaires.....	52	20	-	72
- Institut des Hautes Etudes Administratives et Sociales.....	199	180	-	379
- Institut de Droit Eu- ropéen et Comparé....	29	17	3	49
- Ecole de Chirurgie Dentaire et de Stoma- tologie.....	173	49	2	224
- Institut Universitaire de Technologie.....	259	34	1	294
- Institut de Recherches Historiques, Economi- ques et Humaines.....	64	37	-	101
- Centre d'Etudes Psy- chotechniques.....	77	215	1	293
- Institut d'Administra- tion des Entreprises.	338	19	9	366
- Institut National des Sciences Appliquées..	169	11	1	181
- Ecole Nationale Supé- rieure de Chimie.....	118	23	5	164
- Centre de Préparation à: l'Administration générale	56	41	-	97
TOTAL.....	<u>1 534</u>	<u>646</u>	<u>22</u>	<u>2 220</u>

Il faut souligner, à propos de ce dernier tableau, que sur ces 2 220 étudiants, 675 sont par ailleurs inscrits dans une Faculté (Faculté de Droit pour la plupart).

Les 1 545 étudiants uniquement inscrits dans un Institut ou une Ecole Supérieure représentent un peu moins de 10 % de l'ensemble des effectifs de l'enseignement supérieur.

*
* *

II. - LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Les étudiants de Rennes nous ont paru nettement favorisés par rapport à leurs camarades de Paris, car ils disposent de bâtiments neufs et spacieux : la Faculté des Sciences est installée sur un vaste campus dans la banlieue nord-est de la ville ; la Faculté des Lettres et celle de Médecine, également très récentes, se trouvent dans la banlieue nord-ouest. La Faculté de Droit, située en plein centre de la ville, date de cinq ans : elle est déjà un peu étroite pour le nombre d'étudiants qu'elle doit accueillir, et on envisage la construction d'une annexe.

Ces locaux modernes n'empêchent pourtant pas divers problèmes de se poser : les étudiants que nous avons rencontrés n'hésitent pas à parler très franchement de ce qui les gêne dans leurs conditions de travail actuelles et dans la structure des

Universités. Tous dénoncent les abus du cours magistral, qui s'adresse à plusieurs centaines d'auditeurs et ne permet aucun contact entre eux et les professeurs titulaires ou les maîtres de conférences qui restent "lointains et courtois". Ils soulignent que dans certains cas (en Médecine et en Pharmacie en particulier), les cours sont parfois démodés et que le professeur n'ajoute rien au contenu du polycopié qu'ils peuvent se procurer les étudiants.

Les groupes de travaux pratiques, par contre, ne semblent pas surchargés (30 à 40 par groupe) ; ils sont dirigés par des assistants et maîtres-assistants qui sont plus proches des étudiants et avec lesquels un dialogue peut parfois s'engager.

Nos interlocuteurs se sont plaints de la rigidité des structures de l'enseignement supérieur qui ne permet guère de contacts interdisciplinaires, et encore moins de passages d'une spécialité à l'autre à l'intérieur d'une même Faculté (par exemple en Lettres). Ils dénoncent le caractère trop abstrait de leurs études, qui ne les prépare guère à la vie professionnelle (en Médecine, par exemple, ce n'est qu'en 3ème année que commence à s'établir un véritable contact avec le malade ; en Lettres et en Sciences il n'y a aucune préparation pédagogique pour les futurs professeurs ; aucun stage dans les entreprises n'est organisé de manière systématique).

Plusieurs étudiants ont souligné l'aspect formel des examens (qui sanctionnent le plus souvent un effort de mémoire

plutôt qu'un travail personnel) et la rigidité des programmes (en Lettres, par exemple, on n'étudie pratiquement pas l'histoire et la littérature des quarante dernières années).

Professeurs, administrateurs et étudiants critiquent l'extrême centralisation universitaire qui freine toutes les initiatives, car les décisions sont prises au Ministère de l'Éducation Nationale à Paris.

*
* *

III. - VIE MATÉRIELLE

a) LE GITE ...

Il existe à Rennes huit cités universitaires, pouvant accueillir en tout 4 472 étudiants (2 183 hommes et 2 289 femmes). Ces cités sont financées collectivement par l'état et par la ville ; elles sont administrées par le C.R.O.U.S. (Centre Régional des Oeuvres Universitaires et Scolaires).

Les frais de location s'élèvent à 75 F par mois, par personne, pour une chambre individuelle, et à 60 F pour une chambre à deux lits. Ce prix est très modéré en comparaison de la location d'une chambre en ville chez l'habitant (de 120 F à 200 F par mois).

Les chambres en cités universitaires sont donc très recherchées par les étudiants. Elles sont attribuées aux plus méritants, sur critère à la fois social (situation financière de la famille) et universitaire (succès aux examens). De toute manière un étudiant ne peut, en aucun cas, occuper une chambre en cité universitaire pendant plus de trois ou quatre ans.

b) ... ET LE COUVERT

La plupart des étudiants prennent leurs repas dans les restaurants universitaires ; ce sont des établissements subventionnés à 50 % par l'Etat, et qui dépendent du C.R.O.U.S., comme les cités universitaires.

Le coût de chaque repas s'élève à 1,50 F. Les étudiants prennent, pour la plupart, leurs petits déjeuners chez eux, ce qui leur revient en moyenne à 0,50 F.

Les étudiants étrangers bénéficient naturellement des mêmes avantages que les Français en ce qui concerne les chambres et les repas.

c) AUTRES FRAIS

A cela s'ajoutent les frais d'inscription à l'Université (85 F par an, en moyenne), le coût des livres et photocopiés (très variable selon les Facultés) et les frais de transport ; ces derniers sont relativement élevés pour les étudiants qui habitent en ville, car les Facultés se trouvent assez loin

du centre (c'est ainsi que la Faculté des Lettres et celle de Médecine se trouvent à environ quatre kilomètres de la Maison des Etudiants du Boulevard de Sévigné). Quelques étudiants possèdent une voiture d'occasion ; la plupart d'entre eux ont un vélomoteur.

Les frais médicaux (consultation d'un médecin ou d'un dentiste, chirurgie, hospitalisation), sont couverts à 75 % par la Sécurité Sociale ; tout étudiant, français et étranger, de moins de 26 ans, bénéficie des avantages de la Sécurité Sociale, à condition d'être inscrit dans un établissement universitaire et d'avoir passé avec succès au moins un examen dans les deux années qui précèdent.

Signalons encore les frais d'habillement et les dépenses qu'entraînent les distractions (cinéma, disques, sorties etc...).

d) BUDGET ET RESSOURCES

Un étudiant placé dans les meilleures conditions possibles (vivant en cité universitaire) dépensera au minimum 105 F par mois pour sa nourriture (3,50 F x 30) et 75 F pour son logement, soit 180 F. Si l'on ajoute à cela les frais de transport, d'habillement, de livres d'études et de distractions, on arrive à un minimum de 300 F par mois. En fait, compte tenu du prix d'une chambre en ville et des distractions, on peut aisément penser que la plupart des étudiants ont besoin d'une somme supérieure.

Pour subvenir à leurs dépenses, de quelles ressources les étudiants disposent-ils ? Beaucoup d'entre eux reçoivent

une bourse du Gouvernement français, dont le montant est très variable : il va de 750 F à 2 300 F (par an) pour un étudiant de première année, et il atteint 4 000 F au maximum en fin d'études. Il est donc hors de doute que, dans la plupart des cas, l'étudiant devra trouver un complément de ressources, soit en demandant de l'argent à sa famille, soit en travaillant ; or le travail à mi-temps est fort difficile à trouver à Rennes et très mal rémunéré. Il est également possible d'obtenir un emploi de surveillant dans un lycée, à plein temps, pendant l'année scolaire : dans ce cas l'étudiant reçoit un salaire de 800 F par mois pour un travail de 40 heures par semaine. Mais ces postes sont très recherchés et ne facilitent guère l'assistance aux cours et le succès aux examens, étant donné que les études sont très absorbantes, si on veut les faire sérieusement.

*
* **

IV. - LOISIRS ET VIE SOCIALE

Le temps libre dont disposent les étudiants de Rennes est variable selon leur spécialité : en Médecine et en Sciences, par exemple, les travaux pratiques sont très nombreux ; en Droit et surtout en Lettres, par contre, le travail personnel, effectué en bibliothèque ou chez soi, est extrêmement important (lectures,

cours à apprendre, exposés ou dissertations à préparer). Dans l'ensemble tous les étudiants trouvent, malgré tout, le temps de fréquenter les cinémas (ceux que nous avons rencontrés vont voir en moyenne un film par semaine, le plus souvent au ciné-club de Rennes, organisé par les étudiants eux-mêmes) et de lire des journaux (ils préfèrent, en général, les journaux parisiens - comme Le Monde et l'Express en particulier - au journal local Ouest-France).

Ils regardent peu la télévision, et ne s'intéressent guère qu'aux grandes émissions d'actualités comme Cinq colonnes à la une ou à certains films.

Le sport est, en principe, obligatoire tous les mercredis après-midi pour tous les étudiants, excepté ceux de la Faculté de Médecine ; toutefois cette règle n'est guère observée après la première année d'études ; les étudiants que nous avons rencontrés pratiquent pour la plupart un sport (tennis, football, judo) mais d'une manière irrégulière.

Pendant l'année scolaire les jeunes lisent peu en dehors des textes au programme ; nous avons toutefois rencontré une étudiante qui assure lire régulièrement deux ou trois ouvrages par semaine ; en vacances, par contre, la lecture est l'une des distractions favorites ; les ouvrages d'ordre politique, économique, psychologique, ainsi que les romans (étrangers surtout) sont très appréciés.

Chaque week-end les étudiants dont la famille n'habite pas loin de Rennes rentrent généralement chez eux ; le manque d'argent et l'absence de voiture empêchent les autres de quitter la ville.

Les cafés fournissent un lieu habituel de réunion et de discussion ; il en existe une douzaine environ, fréquentés chacun par une clientèle bien déterminée, selon l'origine régionale, les opinions politiques ou la nature des études poursuivies ; c'est ainsi que tel café accueillera surtout des Finistériens, tel autre des étudiants communistes, tel autre encore des étudiants en Droit etc...

Les cités universitaires commencent à jouer un certain rôle dans la vie sociale des étudiants : ils peuvent notamment profiter des salles de projection, des discothèques et des bibliothèques qui se trouvent dans les cités.

En principe il est encore défendu de recevoir, dans les chambres, des invités de l'autre sexe, mais cela se fait en pratique depuis le mois de mars de cette année.

Les étudiants de chaque Faculté donnent un grand bal chaque année ; mais à partir du mois d'avril tous sont très occupés par la préparation des examens, et ils n'ont guère de temps à consacrer à la danse.

V. - VIE PERSONNELLE

Les étudiants que nous avons rencontrés soulignent que la plupart des établissements secondaires ne sont pas mixtes ; il en résulte que c'est souvent pour la première fois que garçons et filles se retrouvent dans le même cadre à l'Université ; cette situation crée quelque gêne dans les premières semaines, mais l'adaptation se fait généralement assez vite, étudiants et étudiantes sortent souvent en groupes ; il semble que les jeunes gens préfèrent sortir avec des jeunes filles d'une autre Faculté et vice-versa. Il est, semble-t-il, assez rare que chaque garçon sorte très régulièrement avec la même jeune fille ; le changement fréquent de partenaire est la règle. On ne présente généralement à sa famille qu'un ami (ou une amie) avec lequel (ou laquelle) des perspectives de mariage sont envisagées.

Les jeunes répugnent, pour la plupart, à parler de leur vie sentimentale : il s'agit d'un domaine secret dont on ne confie pas volontiers l'accès, même à un ami intime.

La ville de Rennes est, sans doute, l'une de celles où la pratique religieuse chez les étudiants est la plus forte de France. Il est difficile de donner des chiffres précis, mais un grand nombre de jeunes gens sont catholiques pratiquants, surtout dans les Facultés de Droit et de Médecine. Il existe, par ailleurs, une paroisse universitaire catholique, la "Catho",

lieu de réunions et de débats comportant diverses salles et un restaurant ; environ 5 % du nombre total des étudiants fréquentant la Catho régulièrement ; ajoutons qu'au cours des événements du mois de mai les aumôniers de la paroisse universitaire, pour la plupart progressistes, se sont nettement engagés du côté des contestataires.

En cas de difficultés personnelles de caractère psychologique, les étudiants peuvent avoir recours aux consultations du Bureau d'Aide Psychologique Universitaire (le B.A.P.U.) ; toutefois la plupart d'entre eux sont très réticents envers cet organisme : ils répugnent à se confier et à solliciter son aide. Dans les cas les plus sérieux (dépression nerveuse etc.), l'étudiant peut consulter un médecin universitaire et être envoyé dans une maison de repos où il sera soigné tout en gardant la possibilité de poursuivre ses études.

Sur le plan politique, les opinions semblent très partagées ; nous avons rencontré aussi bien des gaullistes que des anti-gaullistes modérés et des révolutionnaires de tendance trotskyste ou maoïste ; ces derniers sont toutefois extrêmement peu nombreux. L'Union Nationale des Etudiants de France (U.N.E.F.), syndicat nettement orienté à gauche, mais non communiste, rassemble de 10 à 15 % des étudiants rennais ; la Fédération Nationale des Etudiants de France (F.N.E.F.), orientée à droite, compte encore moins d'adhérents ; l'Union des Etudiants Commu-

nistes et surtout le Mouvement Occident (extrême droit) représentent de très faibles effectifs. C'est dire que les jeunes rennais sont, en temps normal, peu politisés. Toutefois, pendant les événements du mois de mai, un grand nombre d'étudiants non engagés politiquement ont participé aux manifestations.

Que souhaitent les étudiants de Rennes ?

Dans l'ensemble, leurs souhaits rejoignent ceux de la plupart des étudiants français ; en ce qui concerne les problèmes matériels, les jeunes souhaitent la construction de nouvelles cités universitaires, ainsi que la création, sur les campus, d'un équipement destiné à favoriser la vie culturelle et sociale : bibliothèques, cinémathèques, salles de réunion etc. Ils réclament aussi un plus grand nombre de bourses et le relèvement de leur montant.

Mais ils sont surtout unanimes à demander la suppression de la plupart des cours magistraux, ainsi que l'autonomie des Universités et la co-gestion : ils veulent être représentés, avec droit de vote, dans les comités chargés de l'administration, de la répartition des crédits, de la définition des

programmes et de la pédagogie ; les jeunes gens que nous avons rencontrés repoussent les mesures démagogiques qui donneraient aux étudiants un droit de décision sur la nomination des professeurs. Tous désirent que soit instaurée une véritable orientation professionnelle, tous souhaitent des contacts plus étroits avec les professeurs, des travaux pratiques en petits groupes et un renouvellement des méthodes pédagogiques.

Plusieurs professeurs et étudiants nous ont déclaré qu'ils souhaitaient une plus grande ouverture de l'Université sur le monde extérieur, en particulier sous la forme d'une collaboration avec l'industrie ; toutefois les industriels sont jusqu'ici fort réticents à employer dans leurs entreprises de jeunes chercheurs scientifiques : plutôt que de faire des recherches, ils jugent moins onéreux d'acheter des brevets à l'étranger.

Sur le problème de la sélection à l'entrée de l'Université, les avis sont partagés ; un certain nombre d'étudiants souhaitent une sélection, mais après une ou deux années d'études supérieures.

A Rennes, comme dans toutes les villes universitaires de France, la contestation existe donc, mais les témoignages que nous avons recueillis permettent de penser qu'elle reste essentiellement sur le plan universitaire : dans ce domaine, participation et co-gestion restent les maîtres-mots.

LA PROMOTION SOCIALE

Participants : Frère Jérôme FOREST M. Théodore MACE
 Mme Loïs GREGORY M. Mario MAGNO
 Soeur Madalena JUSTESEN Rév. Walter SMITH

Conseiller du groupe : Madame Marg LALLEZ

Qu'est-ce que la promotion sociale ?

Promotion sociale : Cette expression intrigue et recouvre des significations différentes selon les personnes auxquelles on s'adresse. Les unes traduisent promotion sociale par mobilité, d'autres par ambition personnelle. Ces différentes acceptions s'expliquent aisément car la notion de promotion sociale est effectivement ambiguë. Pour mieux l'appréhender nous nous en tiendrons à la définition d'un spécialiste pour qui la promotion sociale est avant tout l'ensemble des mesures permettant à un individu déjà engagé dans la vie professionnelle de parfaire sa formation. Ce complément de formation prend des formes très diverses et va du rattrapage scolaire au perfectionnement, de la reconversion au recyclage. Son champ d'application est donc très vaste et ses objectifs doubles puisqu'il s'agit d'une part

d'adapter les emplois aux besoins de l'économie, d'autre part de permettre à tout individu d'améliorer sa situation, non seulement sur le plan matériel, mais aussi sur le plan professionnel et culturel.

Bien qu'étroitement liée aux améliorations matérielles, la promotion sociale n'est pas que cela et c'est la raison pour laquelle notre enquête a dépassé le cadre des réussites spectaculaires, le cas des personnes qui, "parties de rien", sont "arrivées" (Cela est moins fréquent qu'aux Etats-Unis, mais cela arrive !), pour se pencher plus spécialement sur les formes de promotion sociale qui facilitent l'ascension de tous.

Pourquoi cette formation "à retardement" est-elle nécessaire ?

On peut sans risque de se tromper affirmer que la majorité des jeunes Français a pris conscience de la nécessité de recevoir une formation pour entrer dans la vie active. Or, malgré l'effort considérable qui a été fait, en France, en faveur de l'éducation, de nombreux jeunes quittent l'école sans aucune formation professionnelle, ou même sans formation d'aucune sorte. Pourquoi une telle situation ? Notre propos n'est pas de faire ici une analyse approfondie, mais d'énumérer quelques-unes des raisons qui freinent la démocratisation de l'enseignement.

- Les raisons matérielles : Pour beaucoup de familles "laisser l'enfant à l'école" représente une charge très lourde et surtout un manque à gagner.

- Le contenu des études qui, par son caractère trop abstrait, est mal adapté aux jeunes des milieux modestes, défavorisés par l'environnement familial. En effet, celui-ci ne leur apporte pas l'aide intellectuelle et culturelle dont ils auraient besoin.

- Le niveau élevé des examens qui, en forçant l'élève à "redoubler", finit par le décourager.

- Le manque d'écoles techniques qui force de nombreux jeunes à entrer directement chez un patron où ils reçoivent une "formation sur le tas", mais fort peu de culture générale.

- Le manque de places dans les sections techniques contraint souvent l'enfant à choisir une matière pour laquelle il a peu d'attrait.

- L'éloignement des écoles pénalise les ruraux.

- L'insuffisance de l'orientation : on compte un "orienteur" pour 10 000 élèves.

- Le manque d'informations : un faible pourcentage

de jeunes connaît l'existence du B.U.S. (Bureau Universitaire de Statistiques et de Documentation Professionnelle).

Toutes ces raisons et bien d'autres font que - selon les enquêtes faites par l'armée auprès des jeunes recrues - un jeune sur quatre n'a pas son certificat d'études primaires (C.E.P.) et 40 % des jeunes n'ont aucune formation technique.

Une telle situation, dans une économie moderne où les besoins en personnels qualifiés croissent sans cesse, est catastrophique et la promotion sociale devient une impérieuse nécessité.

Mais la clientèle de la promotion sociale ne comprend pas seulement les retardés scolaires, elle comprend également tous ceux qui, dans les entreprises, dans les administrations, souhaitent se perfectionner et remettre à jour des connaissances qui ne peuvent être acquises une fois pour toute. Dans un monde qui bouge rapidement le technicien, l'ingénieur, l'instituteur, le médecin doivent pouvoir se "recycler" constamment.

Mais le plus grave problème auquel la promotion sociale doit faire face est probablement celui de la reconversion, car c'est un problème profondément humain.

En effet que ce soit dans l'industrie ou dans l'agriculture, des secteurs de l'économie jadis prospères périssent et meurent, laissant sans travail des centaines et des centaines de travailleurs.

Changer de métier quand on a trente ans, quarante ans, et qu'on n'a pas eu une formation de base, n'est pas, comme d'aucuns le pensent, une opération facile. C'est le mérite de la promotion que de faire en sorte que cette adaptation se fasse le moins mal possible.

Qui s'occupe de la promotion sociale en France ?

Au cours de notre enquête, nous avons été frappés par la multiplicité des organismes qui s'occupent de promotion sociale et nous nous sommes bien souvent perdus dans la forêt des sigles. Nous avons retrouvé un fil conducteur quand nous avons compris que la promotion faisait l'objet d'une véritable politique et que des mesures avaient été prises pour la favoriser :

- soit par l'Etat agissant par l'intermédiaire de différents ministères : Education Nationale, Ministère des Affaires sociales et du Travail, Ministère de l'Agriculture, Ministère des Armées ;

- soit, dans le secteur industriel et commercial, par des entreprises publiques ou privées ;

- soit par des groupements professionnels (Chambre de Commerce, d'Agriculture, des Métiers) ;
- soit par des organisations syndicales.

Les actions de ces organismes, fort dispersées, commencent à être coordonnées et il existe depuis 1966 des "chargés de mission à la promotion sociale" dans chaque préfecture.

Etudions d'un peu plus près les actions de ces différents organismes. D'abord celles de l'Education Nationale qui assume une part importante de la formation des adultes et propose des voies parallèles aux voies normales d'enseignement telles que :

1° Les cours par correspondance qui sont assurés par le Centre National de Télé-Enseignement (C.N.T.E.). Ils s'adressent aux enfants et aux adultes qui, pour des raisons de santé, d'éloignement, de travail ou de situation de famille ne peuvent fréquenter un établissement public. Ce centre dispense un enseignement gratuit et varié : Enseignement général, enseignement professionnel, préparation à certains concours. Plus de 100 000 personnes bénéficient de cet enseignement encore insuffisant puisque le centre ne peut satisfaire toutes les demandes.

2° Les cours du soir et du samedi sont assurés par

des établissements techniques et préparent, en deux ou trois ans, soit à un brevet professionnel, soit à un brevet de technicien supérieur. Plus de 600 établissements dispensent cet enseignement, mais l'effort demandé par les cours du soir - 8 heures en moyenne par semaine, non compris le travail individuel - est vraiment considérable et nombreux sont les élèves qui abandonnent, découragés, en cours d'étude.

Au niveau universitaire. Le Conservatoire National des Arts et Métiers à Paris, ainsi que des Instituts de Promotion supérieure du Travail, rattachés à certaines Facultés, cherchent à amener, en quatre ou cinq ans, des techniciens au niveau d'ingénieur. Mais là encore l'effort demandé aux élèves est considérable et un ingénieur interviewé n'a pas hésité à parler d'héroïsme en évoquant les difficultés que doit surmonter l'adulte pour arriver à obtenir le diplôme.

L'action du Ministère du Travail

Fournir du travail à ceux qui n'en ont pas ou à ceux qui n'en ont plus, fut depuis vingt ans une des préoccupations majeures du Ministère du Travail. Il a créé à cet effet les Centres de Formation Accélérée (F.P.A.). La F.P.A. joue un rôle considérable dans la formation des adultes ; elle s'adresse aux jeunes entrant sur le marché du travail sans formation, aux travailleurs quit-

tant l'agriculture, aux ouvriers touchés par les conversions et les fermetures d'entreprises, aux immigrés non qualifiés, aux femmes adultes reprenant, à plus de trente ans, une activité professionnelle, aux travailleurs âgés qui n'arrivent pas à se reclasser. A Rennes, plus de 600 personnes passent annuellement par les centres de F.P.A. après avoir subi des tests psychotechniques destinés à les orienter vers telle ou telle formation professionnelle. Celle-ci dure six mois et pendant ce temps le stagiaire reçoit une rémunération équivalente au S.M.I.G. L'éventail des métiers enseignés est très ouvert et l'enseignement, donné par petits groupes, très pratique. Un jeune stagiaire nous a dit qu'il avait plus appris en six mois de F.P.A. qu'en deux ans d'école technique.

Cette forme d'enseignement semble donner entière satisfaction aux bénéficiaires. Malheureusement le nombre de demandes est supérieur aux possibilités d'accueil ; un droit de priorité est reconnu aux ruraux et aux pères de famille nombreuse.

L'action du Ministère des Armées

Le service militaire est une période charnière dans la vie d'une jeune. Souvent il arrive à la caserne sans avoir une idée bien nette de ce qu'il fera après. Pour

l'aider à faire un choix, des "officiers-conseils" sont plus spécialement chargés de le renseigner sur les possibilités qui lui sont offertes, l'orientent, le conseillent. Les jeunes les plus défavorisés peuvent rattraper leur retard scolaire en travaillant avec des moniteurs, d'autres peuvent acquérir des connaissances techniques. Mais les plus favorisés sont les engagés puisqu'ils peuvent, eux, bénéficier d'une véritable formation.

Alors que les actions des Ministères sont au service de tous, sans distinction, des actions "corporatives" sont menées par les entreprises publiques ou privées. Ces actions varient d'une administration à l'autre, d'une entreprise à l'autre et leur diversité ne nous permet pas de tirer des conclusions sûres et définitives. Mais il nous a semblé que les chances de promotion étaient à peu près inexistantes dans les entreprises en perte de vitesse.

L'action du Ministère de l'Agriculture

Aucune région de France n'échappe aux problèmes posés par les transformations économiques, mais ces problèmes prennent une forme beaucoup plus aiguë en Bretagne où 35 % de la population rurale est d'origine agricole. Que vont devenir tous ces agriculteurs contraints de quitter la terre parce que leur exploitation n'est pas rentable ? Nous avons vu des cultivateurs de quarante ans

se remettre courageusement au travail pour apprendre le métier de maçon. Mais les autres, tous les autres ? N'auront-ils d'autre solution que d'émigrer vers Paris où ils arriveront sans aucune qualification ? Que font les pouvoirs publics pour rendre plus humaines ces inévitables mutations ?

Tout commence par l'information. Les organismes qui se chargent de promotion sociale lui ont, depuis 1964, consacré une large part de leurs efforts. Estimant que l'information par la presse n'était pas suffisante, ils ont décidé de se faire les "commis voyageurs" de la promotion et de parcourir la Bretagne avec un "camion-exposition". Ce camion s'arrête sur les places de marché, dans les foires, partout où il peut toucher le maximum de gens. Un animateur distribue des documents, répond aux questions et complète l'information en projetant des films et des diapositives. Très souvent le maire, le curé s'associent à cette campagne et jouent ensuite le rôle de relais entre l'intéressé et le Centre de Promotion et d'Orientation des Agriculteurs mutants (C.E.P.R.O.D.A.). Au cours de cette campagne un dépliant intitulé : "La seconde chance" indique clairement aux agriculteurs les moyens de formation mis à leurs dispositions selon qu'ils souhaitent :

- Rester à la terre,
- Recevoir une formation para-agricole,
- Ou quitter le milieu rural.

Si le cultivateur désire rester à la terre, il pourra améliorer ses connaissances en suivant des stages dans des centres habilités ou reconnus par le Ministère de l'Agriculture.

S'il s'intéresse aux carrières para-agricoles, il pourra, toujours en suivant des stages, devenir moniteur, conseiller, ou spécialiste du matériel agricole.

Enfin s'il décide de quitter l'agriculture, il pourra, soit apprendre un nouveau métier dans un centre de Formation Professionnelle Accélérée, soit passer par un centre de pré-formation où il recevra une préformation de base polyvalente (à la fois pratique et théorique) destinée à lui permettre de se reclasser dans l'industrie et à devenir autre chose qu'ouvrier spécialisé (comprenez : sans qualification).

Nous venons d'énumérer quelques-unes des mesures d'aide prises en faveur de la promotion sociale individuelle. Il en existe d'autres en faveur de la promotion collective.

La promotion collective touche les responsables sociaux de se perfectionner pour mieux exercer les tâches qu'ils

assument dans les organisations professionnelles et syndicales. Ces stages rémunérés ont été rendus possible grâce à la création des congés-éducations.

Mais la promotion collective joue également un rôle capital dans le monde rural et nous avons pu nous rendre compte de son dynamisme auprès des responsables des associations de jeunes agriculteurs. Dans le cadre de la promotion collective, il faut parler d'une intéressante expérience de Télé-Promotion qui s'est déroulée au cours des années 1967 et 1968.

Conçue pour aider les agriculteurs à comprendre le vocabulaire et les mécanismes de l'économie, la Télé-promotion est une tentative intéressante de promotion collective. Diffusée à partir de la station de Rennes et au rythme de deux par mois, cette émission arrose vingt départements de l'Ouest. Chaque cultivateur peut, s'il le désire, regarder la TV chez lui. Mais il peut aussi - c'est là l'originalité de l'expérience - se rendre dans un centre d'accueil, (généralement une salle de la mairie) où il rencontrera d'autres cultivateurs et un animateur. La journée des stagiaires commence par l'analyse des documents d'accompagnement qu'ils ont reçus une quinzaine de jours auparavant. Puis le thème de ces documents est illustré par le film télévisé. Ce film a pour principal objet de "nourrir" la discussion de groupe qui doit, en principe, suivre sa présentation. Au terme de cette discussion, l'un de ces centres, en liaison par l'image et le son avec la station émettrice,

est invité à poser des questions à des spécialistes qui, des studios de Rennes, s'efforcent d'y répondre. L'intérêt de ce Télé-débat en duplex vient de ce qu'il s'ordonne autour des questions posées par les participants eux-mêmes, c'est-à-dire en fonction de leurs préoccupations. La journée des stagiaires se termine par une ultime discussion de groupe qui doit leur permettre de dégager eux-mêmes, avec l'aide de leurs animateurs, les conclusions et si possible les orientations nouvelles de leur action. Les responsables de la Télé-promotion estiment que 10 000 agriculteurs ont été touchés par l'émission, ce qui représente un peu moins de 1 % de la population active de l'Oucst. Bien que modestes, ces résultats sont considérés comme assez encourageants et une nouvelle expérience sera tentée en 1968-1969. Cette fois la Télé-promotion s'adressera plus particulièrement aux chefs des petites et moyennes entreprises et à leurs cadres.

Au terme de cette enquête, assurément fort incomplète, nous sommes fort embarrassés pour tirer des conclusions. Si l'on considère le nombre d'actions entreprises en faveur de la promotion, le bilan est honorable, si l'on considère les résultats, le bilan est assez maigre puisque 2 % seulement de la population active est concernée par la promotion.

On peut s'interroger sur la modestie de ce chiffre et en conclure, comme certains, que de nombreux adultes ne veulent pas faire l'effort qui leur permettrait d'améliorer leur

situation. Mais nous nous demandons aussi s'ils peuvent faire cet effort. En effet, il n'est pas facile de suivre des cours après une journée de travail épuisante, il n'est pas facile de priver sa famille de loisir et du revenu des heures supplémentaires pour faire des devoirs, il n'est pas facile de parcourir la distance nécessaire pour arriver à un centre. Enfin, il n'est pas facile de faire disparaître, du jour au lendemain, les nombreux obstacles qui, depuis longtemps, s'opposent à la promotion des milieux défavorisés (déterminismes sociaux, mauvaises conditions matérielles, ignorance, état d'esprit, résignation). Et nous arrivons là au coeur du problème. "A quoi bon aller au cours du soir si ça ne sert à rien" nous a dit un jeune travailleur. Ce découragement s'explique : souvent la promotion est freinée par le système vétuste et hiérarchique de l'ancienneté, plus souvent encore le découragement vient du manque de débouchés. Il n'y a qu'une promotion possible nous a dit un jeune Breton un peu amer : "le train pour Paris".

Le dynamisme ne naît pas du néant, il faut le créer. De jeunes mouvements s'y emploient, en particulier dans les milieux ruraux, mais une vaste campagne d'information devrait être entreprise pour que tous les travailleurs sachent qu'ils ne sont pas condamnés à demeurer dans la situation matérielle, sociale et culturelle où ils se trouvent à un moment donné, mais qu'ils ont la possibilité de s'améliorer.

Mais la situation n'est pas sans espoir. La scolarité désormais obligatoire jusqu'à 16 ans, la multiplication des écoles techniques, la création des Instituts Universitaires de Technologie (I.U.T.) donneront à chaque jeune cette base de culture sans laquelle il n'y a pas de promotion véritable. La promotion sociale c'est un ensemble de mesures, c'est aussi une certaine conception de l'homme. Une conception selon laquelle la culture doit être bien de tous et non privilège de quelques-uns. Ainsi à la notion de promotion sociale devrait peu à peu se substituer celle d'éducation permanente.

Les signes avant-coureurs nous laissent espérer que la France s'engagera hardiment sur cette voie dans un avenir très proche.

LA VIE D'UN QUARTIER RENNAIS :

MAUREPAS

Participants : M. Ulrick BIEN-AIME M. Noël LOUIS
 Mlle Judith CONDREY M. Vincent MEOLA
 Soeur Mary Alice KLINE Mme Viola SCHNEIDER

Conseiller du groupe : Mademoiselle DURIF

Nous avons surtout cherché à comprendre la vie quotidienne du Français à travers l'étude d'une petite collectivité, spécialement bien délimitée au Nord de la ville de Rennes, entre la rue de Fougères le Boulevard Volney et le canal d'Ille-et-Rance.

Le quartier de Maurepas avec ses quelques 3000 logements regroupant déjà 25 000 habitants n'est pas encore totalement constitué dans sa forme définitive et un projet d'extension dans la partie comprise entre l'Avenue du Général Patton et le canal d'Ille-et-Rance, portera l'ensemble de la population à 30 000, chiffre comparable à celui de Fougères, troisième ville du département d'Ille-et-Vilaine, après Rennes et l'Agglomération malouine.

Le quartier de Maurepas, dont les hautes tours ont

une dizaine d'années au plus, a-t-il déjà pu créer un esprit de communauté, en même temps qu'il a développé ses équipements sociaux éducatifs et commerciaux, ou bien les sentiments individualistes des français l'emportent-ils ici sur l'esprit de solidarité que cherchent à susciter les responsables bénévoles du comité de quartier ?

Nos enquêtes, préparées ou spontanées, dans les différents lieux de rencontre des habitants : club du quartier, Centre Social, et centres commerciaux, foyers des jeunes travailleurs, foyer des personnes âgées et foyer paroissial de Saint-Jean-Marie de Vianney, terrains de jeux au pied des immeubles ou près du Boulevard du Parc de Maurepas, et enfin nous ont sans cesse confronté avec le problème dominant du quartier : le contraste qui éclate entre l'enthousiasme désintéressé des animateurs ou responsables à tous les niveaux et l'apathie, ou du moins le manque d'esprit de participation de la majorité des résidents.

La synthèse de nos impressions sur la vie d'un quartier rennais nous a également permis de comparer ses conceptions d'urbanisme et de vie sociale à celles de notre pays.

I.- L'ORGANISATION ET L'EQUIPEMENT DU QUARTIER.

1) Présidé par Monsieur PILPRE, le Comité du quartier de Maurepas obéit aux règles de la loi de 1901 sur les Associations à caractère bénévole, mais il est en quelque sorte officialisé par la Municipalité de Rennes qui lui accorde une subvention annuelle de 2800 francs.

Ce comité compte trente cinq membres, élus à bulletin secret en Assemblée Générale par les résidents du quartier et son président exerce sa fonction pour une durée n'excédant pas deux ans. Cette clause vise à assurer une rotation de la charge afin de lui enlever son caractère honorifique, au profit d'un rôle actif de véritable animation.

Son but est essentiellement de développer joie et amitié dans le quartier en favorisant le fonctionnement de commissions spécialisées. Cinq commissions se répartissent en différents secteurs d'intérêt collectif du quartier : La commission sociale, la commission culturelle, celle des fêtes et loisirs, celle des sports et enfin celle du commerce.

Le Comité de quartier doit tenir compte de la composition sociale, des groupes d'âges et de l'origine géographique des habitants du quartier afin de leur proposer des programmes intéressant le plus grand nombre d'entre eux. Ainsi :

- Pour la composition sociale si les familles sont essentiellement de la classe moyenne, de petits fonctionnaires et d'ouvriers spécialisés, certaines sont également parmi les plus défavorisées de la ville, tandis que d'autres plus rares sont à classer dans la bourgeoisie de professions dites libérales.

- De même pour les classes d'âge, si les moins de vingt ans constituent près de 60 % du total des résidents, ce qui oriente les responsables vers les problèmes de crèches, haltes d'enfants, garderies, clubs de jeunes, il existe néanmoins au cœur même du quartier, deux foyers de personnes âgées qui sont l'objet d'un intérêt particulier.

- L'origine géographique des habitants constitue un autre facteur d'originalité pour ce quartier périphérique à Rennes, puisque seulement le quart d'entre eux est constitué d'anciens citadins généralement du centre de la ville, et les trois quarts de ruraux ayant souvent gardé des attaches avec leur lieu d'origine. Enfin, une minorité mais très agissante de Pieds Noirs, ajoute le piment, voire le lien de solidarité qui manquait à ce quartier.

Le Comité de quartier doit également tenir compte des équipements et services existants pour essayer de les améliorer ou du moins de conjuguer son action aux leurs.

2) L'équipement du quartier.

L'équipement scolaire du quartier comprend pour l'enseignement public laïc :

- 3 groupes scolaires primaires, un collège d'enseignement général, un lycée technique, un lycée Classique et Moderne, ainsi que trois classes spécialisées pour enfants inadaptés. L'enseignement privé possède deux collèges secondaires et une école Médico-Pédagogique "L'Espoir".

- L'équipement religieux du quartier comprend deux églises, centres de deux paroisses, celle de Saint Jean-Marie-de-Vianney

et celle de Saint-Laurent, dont l'une est propriété de la Municipalité et l'autre un don des catholiques.

- L'équipement sportif du quartier comprend des terrains jugés insuffisamment nombreux et équipés, mais l'aménagement d'une piscine olympique, d'une patinoire et de bassins pour les enfants est en cours de réalisation. Ces installations serviront surtout aux scolaires mais pour les adultes coexistent trois associations, l'une d'inspiration laïque : le cercle Paul Bert, une autre catholique "les Cadets de Bretagne" et la dernière composée surtout de Pieds-Noirs "L'Association Sportive de Maurepas".

Le Comité de quartier en collaboration avec les responsables de ces trois groupes d'équipement cherche à intéresser les habitants à la vie de la collectivité, à créer un état d'esprit de fierté et de solidarité dans Maurepas. Le quartier a son drapeau aux couleurs "bleu et rouge" de l'ancien châtelain de Maurepas dont la propriété démolie en juillet 1967 n'est cependant pas ignorée des habitants. En effet :

- Le journal du quartier "Bonjour Maurepas", cherche dans une rubrique intitulée "Maurepas et son Passé" à faire revivre les grandes heures de son histoire. Ce journal trimestriel, diffusé par le Centre Social square Saint-Exupéry est le trait d'union de tous les habitants à qui il est distribué pour la somme de 0,50 francs. Les rubriques en sont variées depuis les réflexions et témoignages sur "La Vie dans les grands ensembles", jusqu'aux calendriers des fêtes folkloriques, sportives, religieuses du quartier, avec les annonces publicitaires des commerçants des trois centres commerciaux et les horaires de permanences des Services d'Aide ou d'Amitié.

Le ton du journal est volontairement optimiste, axé sur les thèmes de solidarité, d'espoir, d'action afin d'éviter d'en faire le reposoir de toutes les angoisses et des dénigrement qui s'expriment parfois sur le quartier. Ce contraste entre le dynamisme volontaire des animateurs de Maurepas et l'indifférence souvent observée auprès des résidents rencontrés au cours de nos enquêtes, va se trouver développé là même où l'on s'attendrait le moins à le trouver, parmi des adolescents au foyer des Jeunes Travailleurs, alors que nous avons rencontré une réalisation réconfortante et sympathique au foyer des Personnes âgées.

*
* *
*

II.- LES FDIERS DE JEUNES TRAVAILLEURS ET DE PERSONNES AGEES

1) Le foyer des Jeunes Travailleurs a été créé au coeur même ~~de l'ensemble~~ de l'ensemble du Gros Chêne, face à celui des personnes âgées. Les jeunes qui y résident, travaillent tous hors du quartier, sont originaires d'autres villes ou d'autres régions, et cherchent à s'évader le plus possible au centre de la ville pour leurs loisirs et leurs relations humaines. Le centre nous est apparu comme un kyste, voire une forme de ghetto dans ce quartier et la proximité d'un foyer de jeunes Travailleurs ne semble pas avoir créé de liens et d'animation suffisants pour ancrer les jeunes à Maurepas.

Le Foyer est constitué d'un vaste hall-réception-salon de télévision, impersonnel et peu accueillant, qui donne directement au fond sur une salle à manger de type réfectoire et à droite de la porte d'entrée sur le couloir d'accès aux chambres-

cellules. Une salle de jeux avec bar et discothèque sommairement aménagée par les jeunes se trouve au sous-sol à proximité des pièces où sont livrées les provisions et entreposés déchets et bouteilles vides.

Ces jeunes paient un loyer mensuel de 70 à 110 francs par mois, selon qu'ils occupent une chambre à une, deux ou même trois personnes. Ils doivent également payer leurs repas sans bénéficier des avantages accordés aux étudiants du même âge.

En effet, les jeunes admis au foyer doivent avoir de 17 à 24 ans, faire preuve d'une activité professionnelle, être célibataire et accepter les règles de la vie de collectivité. Bien que ces jeunes connaissent une grande liberté financière, s'assortissant de responsabilités professionnelles, ils ne participent pas à la gestion de leur foyer, même si leurs suggestions sont encouragées. Ils semblent peu actifs dans l'organisation de loisirs ou de soirées de détente collective et s'ils fréquentent le seul café-snack de Maurepas, c'est plus pour passer entre eux passivement leurs soirées que pour se lier avec d'autres jeunes du quartier. Ils considèrent même que les habitants de Maurepas leur sont hostiles, cherchant toujours au foyer des Jeunes Travailleurs les responsables des méfaits du tapage nocturne et des larcins signalés dans le quartier.

Les jeunes travailleurs ont peu de contact avec les étudiants souvent issus de classes sociales plus élevées, et semblent faire un véritable complexe d'infériorité à leur égard. Interrogés sur leur chance de promotion sociale et les facilités d'accès à des cours du soir voire d'université, ils répondent "oui peut-être, mais ce serait trop difficile" et généralement ajoutent "ça ne se fait pas". Ces jeunes ne s'intègrent pas aux

équipes sportives du quartier en arguant que ce sont des groupes "Pieds-Noirs" ou que les terrains sont trop éloignés du foyer. Ils s'ennuient devant le poste de télévision, sans trop chercher à s'organiser. Les animateurs du foyer se refusent à développer des activités que ces jeunes n'auraient pas suggérées eux-mêmes, mais pour secouer cette apathie des voyages sont organisés et un stage de préparation à l'animation des jeunes va se dérouler du 16 au 21 septembre au foyer des Gantelles.

Sans doute avons-nous été d'autant plus frappés par l'absence de dynamisme du foyer que les vacances et le renouvellement de l'équipe d'animateurs avaient suspendu un certain nombre de projets et laissé inutilisés des locaux, stérilisant ainsi un potentiel matériel et moral.

Nos impressions assez peu favorables, dans l'optique de l'enquête "La vie de quartier", ont été également influencées par le contraste que nous avons perçu dès l'entrée entre le foyer des Jeunes Travailleurs et celui des personnes âgées.

2) Le foyer des personnes âgées.

Deux petites communautés bien vivantes à l'intérieur de la collectivité de Maurepas. Sont constituées par les foyers du Gros Chêne et de Patton, pour les personnes du troisième âge. Le premier a 35 petits appartements dont 8 réservés aux ménages, le second 62 petits appartements dont douze pour les ménages. Chaque foyer a sa propre cuisine collective, son restaurant, sa salle de détente et sa bibliothèque. Chaque appartement est équipé d'un lavabo et d'un réchaud sur lequel les personnes âgées peuvent réchauffer individuellement leur petit déjeuner. Les menus des deux autres repas sont soigneusement préparés et pris en commun, avec possibilité de se faire établir un régime spécial.

L'admission au foyer est acceptée si une personne est âgée de 60 ans, et dans l'incapacité de travailler, et à 65 ans au moins dans les autres cas. Le prix de pension varie selon la grandeur de la pièce occupée et s'établit à 130 F., 160 F. ou 180 F. par mois. Chaque locataire apporte son mobilier et retrouve ainsi l'intimité de son ancien foyer. S'il le désire, le locataire du foyer participe à des activités collectives ou se regroupe par affinités avec d'autres amis pour jouer aux cartes, regarder la télévision, assister à des conférences ou même participer à des excursions.

Chaque mercredi, ces personnes âgées peuvent se retrouver avec d'autres du quartier au "Club de Maurepas où des jeux de société, un goûter et la projection d'un film leur font passer d'agréables moments.

Le Comité de quartier organise également en janvier, après les fêtes de fin d'année qui sont souvent l'occasion de réunions familiales, "la Journée des Anciens" avec un programme de variétés et un repas, agrémenté de cadeaux.

Les Anciens des Foyers sont ainsi bien entourés par l'amitié et les contacts humains nous ont paru plus faciles entre eux que pour l'ensemble des habitants du quartier. Les deux gérants des foyers ont su créer une ambiance sereine et agréable pour les personnes âgées, qui se déclarent ici satisfaites de leur sort en général.

S'ils n'ont pas de dispensaire au Foyer même, les "Anciens" peuvent faire appel jour et nuit à une garde du Centre Médical, grâce à une sonnette fixée à leur tête de lit.

Délivrés de soucis matériels, soulagés dans leurs

malaises physiques, les personnes du troisième âge semblent ainsi goûter aux joies de la communauté, tout en préservant si elles le désirent leur vie personnelle. Il nous a semblé que de ces foyers Maurepas pouvait être fier, et le Comité de quartier heureux du bon état d'esprit qui y règne.

Le Comité de quartier et les prêtres responsables des paroisses de Maurepas ont plus de mal semble-t-il à animer la vie culturelle et spirituelle des Adultes actifs, ainsi que les loisirs des parents et de leurs enfants.

*

* * *

III.- LOISIRS, VIE CULTURELLE ET SPIRITUELLE DU QUARTIER.

1) La Commission des loisirs et fêtes du quartier propose aux habitants un programme de manifestations qui, cette année, n'a pu être parfaitement tenu à cause des événements de mai.

L'année commence en janvier par la fête des personnes âgées de plus de 60 ans que nous avons précédemment mentionnée. Vient ensuite celle des petits handicapés, aveugles, polio et retardés mentaux, dont une centaine environ se regroupe à cette occasion. Le gala de variétés pour l'élection de la Reine du quartier constitue l'évènement du mois de mars, tandis que le feu de la Saint Jean le 24 juin sur l'Avenue de Rochester, a repris une vieille coutume rurale pour rassembler les habitants dans la joie d'une veillée collective. La grande braderie des commerçants de Maurepas du 6 au 9 juin ainsi que l'animation du

quartier par trois orchestres, montés pour trois jours à partir du 29 juin, sous un grand chapiteau au coeur des grands ensembles, n'ont pu également avoir lieu cette année.

Le programme est ainsi séduisant et cherche essentiellement à créer un esprit de solidarité dans l'allégresse collective, mais il ne touche vraiment que certaines catégories de personnes selon les événements. Pour les enfants, trop nombreux pour que le Comité puisse leur organiser une grande fête générale, ont été prévus des jeux-concours par îlots ou groupes d'immeubles.

Ces loisirs et fêtes du quartier cherchant à distraire essentiellement, ont ainsi plus de succès que les activités plus spécialement culturelles animées par Madame PHILIPPONNEAU.

2) La Commission culturelle du quartier propose aux habitants de s'ouvrir sur le monde par des Conférences-débats, agrémentées de dispositifs et d'expositions d'artisanat, telles celles de la Pologne ou de la Chine, ou de s'ouvrir sur l'art par des sorties comme celle ayant conduit à Angers, ou celle prévue vers Carnac et Quiberon. Ces activités attirent peu de monde, et toujours les mêmes personnes, souvent d'ailleurs dans le groupe des "Anciens" ou quelques jeunes du Lycée des Gayeulles.

La Comédie de l'Ouest devait également donner une représentation de la "Mégère apprivoisée" de Shakespeare, au Parc de Maurepas, mais celle-ci a dû être annulée en mai.

Il semble bien que les habitants du quartier préfèrent passer leurs soirées tranquillement devant leur poste de télévision, et le dimanche à bricoler, plutôt que de participer à la vie culturelle du quartier.

Un cinéma sur la route d'Antrain donne des films peu appréciés et nous retrouvons dans toutes les conversations cette même apathie, qui nous avait frappés chez les jeunes travailleurs rencontrés à leur foyer et au café de Rochester. Ce manque de participation des habitants à la vie culturelle du quartier, se retrouve-t-il sur le plan spirituel et tout particulièrement dans la vie paroissiale ?

La vie spirituelle du quartier est limitée sur le plan collectif à celle des catholiques, car il n'y a ni temple, ni synagogue à Maurepas. Deux paroisses se partagent le quartier : celle de Saint-Jean-Marie-de-Vianney et celle de Saint-Laurent. La première qui a été l'objet d'une de nos enquêtes exerce son influence sur un quart des 12 000 habitants qu'elle comprend, soit un pourcentage de paroissiens pratiquants inférieur à celui de la moyenne rennaise évalué à 35 %.

Il semble bien que le problème principal, entrevu par Monsieur le Curé de St-Jean-Marie-de-Vianney, soit d'attirer les jeunes, car les moins de quarante ans forment 89,7 % du total des paroissiens.

Etant donné le manque d'intérêt général pour toutes les activités organisées par les responsables de la vie spirituelle de la paroisse, ceux-ci cherchent surtout à développer une prise de conscience religieuse au niveau du foyer même. L'action catholique du quartier choisit un représentant dans chaque tour, afin de garder contact avec les habitants isolés dans ces grands ensembles. Comme le sixième de la population déménage chaque année à l'intérieur même du quartier (par l'obtention d'un appartement plus grand à chaque nouvelle naissance), un effort constamment renouvelé est exigé des prêtres et militants catholiques, pour suivre ces familles mal stabilisées.

Cependant l'indépendance de certaines organisations catholiques, telle l'école, du cadre trop restreint de la paroisse, ne facilite pas la tâche du clergé. Celui-ci est cependant aidé par l'observance assez générale des principaux sacrements qui ponctuent la vie de chaque paroissien.

Avant le baptême, les parents doivent rendre visite au Curé et celui-ci à son tour, est reçu par eux après la cérémonie. Au cours de la quinzaine suivante, se tient une réunion des parents des petits baptisés. Quand l'enfant atteint l'âge de 7 ans, il commence à aller au catéchisme dans l'une des classes conduites par l'une des 150 femmes catéchistes de la paroisse. Pendant cinq ans, les prêtres surveillent les progrès de chaque enfant et maintiennent des rapports avec leurs parents, surtout au cours de la communion solennelle, et de la confirmation.

Ensuite les autres occasions de renouveler le contact se font plus rares et il faut les mariages ou les enterrements pour voir les paroissiens retourner d'eux-mêmes au Presbytère. Les prêtres cherchent alors à faire participer leurs fidèles, leur demandant de construire eux-mêmes leur messe, à l'aide d'un choix de textes liturgiques. Ainsi une initiative et une responsabilité croissante sont confiées aux fidèles, afin de les amener à développer un esprit de communauté.

L'architecture moderne de l'église et la disposition actuelle de l'autel favorisent cette participation et cette communion des fidèles, mais si les anciens ruraux suivent en général les offices, les citadins de longue date et surtout les Pieds-Noirs y sont peu assidus.

Les prêtres s'ingénient à trouver des occasions de

contacts, et profitent souvent de leur présence aux centres commerciaux le samedi, pour essayer de les rencontrer sans forcer l'intimité de leur foyer.

De bons rapports se sont noués entre l'équipe formée des prêtres des deux paroisses et la collectivité de Maurepas, mais c'est encore l'indifférence de la majorité de la population qui préoccupe le plus le clergé comme nous l'avons déjà noté dans nos enquêtes près des responsables du Comité de quartier et au Foyer des Jeunes Travailleurs. Les organisations observées dans nos enquêtes n'ont ainsi paru intéresser qu'une fraction professionnelle, confessionnelle ou intellectuelle de la population, mais le Centre Social de Maurepas cherchant à répondre aux besoins de tous les habitants du quartier, réussit-il à rassembler toutes les catégories représentées dans cette grande collectivité et à leur donner un esprit de communauté ?

*
* *
*

IV.- LE CENTRE SOCIAL ET SON CHAMP D'ACTION.

Le Centre Social de Maurepas offre aux habitants du quartier avec tout un ensemble de services, une véritable aide matérielle, morale et médicale, pour qui veut en bénéficier. La philosophie exprimée dans son action semble être : "Prévenir vaut mieux que guérir" et l'aspect accueillant, familier des lieux devrait inciter les familles à le fréquenter.

Le Centre Social dès l'entrée propose sur un panneau d'affichage bien placé, les horaires hebdomadaires pour chaque service, ainsi que des fiches spécialisées pour tous renseignements

importants à connaître.

Ainsi S.O.S. - Amitié attire d'abord notre attention. Il s'agit d'une permanence téléphonique assurée par des volontaires, cherchant à aider moralement les personnes désemparées par la solitude ou tout autre problème personnel. Une autre forme d'aide spécialement conçue pour les adolescents sur le chemin de la délinquance, est animée par trois jeunes éducateurs de 25 ans. "Le Relai" cherche surtout un contact direct avec ces jeunes, isolés ou en bandes, dans un but de prévention et jamais de dénonciation.

La tâche de ces trois jeunes gens est délicate, car leur aide peut revêtir parfois les apparences de la complicité et leur action est parfois vouée à l'échec.

Le Centre Social possède aussi une halte d'enfants où les mères peuvent laisser quelques heures les enfants dont elles ne peuvent s'occuper occasionnellement. Cette aide n'est pas totalement gratuite et la modique somme de 1 franc, réclamée pour chaque après midi de garde, semble trop élevée pour les mères ayant plusieurs enfants. Il y a donc là un service qui ne répond pas exactement à ses buts, puisque ce sont toujours les mêmes familles qui y envoient assez régulièrement leurs enfants, mais non les plus modestes, et surtout cette halte semble transformée en garderie au lieu d'avoir un rôle de dépannage.

Le Centre Social possède également une classe pour jeunes retardés mentaux du quartier. Les enfants y apprennent les fondements de l'hygiène et quelques rudiments scolaires donnés à titre individuel selon le niveau de chacun. Les deux éducatrices s'occupant de cette classe très particulière, donnée

uniquement le matin, sont payées par la municipalité.

D'autres classes s'adressant aux femmes du quartier emploient un professeur d'enseignement ménager, dans des locaux bien équipés. Ce perfectionnement en couture, cuisine, confection, aménagement du foyer, ne vise pas à développer une compétence professionnelle, mais uniquement à aider les femmes dans leur appartement.

Le service santé est étroitement associé au service d'éducation dans le dispensaire du foyer. Les jeunes mamans viennent y faire vacciner leurs petits, en même temps que recevoir des conseils sur leur rôle de mère. Enfin sur le plan des loisirs, le club du jeudi attire les enfants de 11 à 15 ans dans des ateliers de bricolage, des salles de jeux et de détente.

Le Centre Social du quartier est donc véritablement la maison communautaire, où chacun devrait trouver quelque chose répondant à ses besoins. Les Assistantes Sociales déplorent cependant que de nombreuses familles ne semblent pas se connaître le chemin, malgré l'effort d'information fait près de tous les nouveaux arrivants. L'absence d'entraide au niveau de l'immeuble trahit bien le peu de solidarité qu'on pense pouvoir trouver chez les autres. Les familles ne croient pas qu'on puisse s'occuper de leurs problèmes dans un but désintéressé. A ce propos une anecdote significative nous a été contée par l'une des assistantes sociale du Centre : Une seule tour a noué des relations de solidarité, et ceci à l'occasion du décès d'un de ses occupants, un ancien habitant de la campagne dont personne ne s'était soucié jusqu'à sa mort. Sa femme prostrée était restée trois jours près du corps de son mari avant que des voisins ne s'inquiètent de son sort. L'aide s'est alors spontanément organisée et les habitants de la tour ont, depuis lors,

conservé des relations de bon voisinage entre eux. Cependant, il nous paraît intéressant de souligner qu'autant il est facile de pénétrer dans des familles de la classe aisée, autant il nous a été impossible d'obtenir, même près des assistantes sociales et du président du Comité de quartier, l'adresse de familles ouvrières acceptant de nous recevoir chez elles.

Nous avons donc été obligés d'aller au café de Rochester, aux Centres commerciaux du Gros Chêne, du Gast et d'Europe, enfin un après midi entier au Parc de Maurepas, pour rencontrer parents et enfants du quartier.

Ces contacts n'ont pas été décevants, mais nous avons toujours été frappés par la nostalgie de ces personnes, évoquant leur idéal de petite maison individuelle entourée d'un jardin potager, voire de grands murs. La vie dans un quartier composé presque uniquement de grands ensembles, leur a semblé-il été imposée par leur situation matérielle souvent peu favorisée. Les H.L.M. sont sonores disent-ils et les enfants ne peuvent s'y épanouir librement. Alors, on s'évade le dimanche vers la mer ou les champs, car ces nouveaux citadins ont gardé de profondes attaches avec la campagne où sont restés leurs parents et grands-parents.

La vie de quartier à Maurepas nous a semblé être encore bien artificiellement implantée. Il y a là une collectivité certes, mais non une véritable communauté. Nous constatons une juxtaposition, mais non une intégration véritable des habitants dans ce quartier. Peut-être est-il trop récent encore, ou la mentalité des français trop individualiste ?

Tel quel, le quartier de Maurepas, nous a permis d'approfondir nos connaissances sur la civilisation française.

L'ANIMATION CULTURELLE

Participants : Soeur M. Macrina CARROLL Père Robert McGLYNN
 Melle Catherine COHAGEN M. James PINETTE
 Frère Marcel LEGAULT Melle Mary-Rose RYAN

Conseiller du groupe : Soeur MARY-HENRY

Que la question de la culture se pose d'une façon urgente et aiguë en face de l'évolution industrielle, urbaine, sociale et démographique actuelle apparaît fort bien dans cette constatation de la Confédération des Travailleurs Intellectuels en 1965 :

"Il ne suffit pas de donner à l'homme le moyen de travailler, de se loger, de circuler, mais aussi celui de se réenraciner socialement, de meubler la vie de son esprit et rien ne peut être poursuivi dans ce sens, si ce n'est avec l'adhésion de la population".

Au mois de novembre dernier, l'Union Régionale de cette même Confédération a organisé un Colloque à Rennes sur les problèmes culturels dans l'expansion de la Bretagne. Sur un plan plus modeste, notre équipe s'est jointe à ces chercheurs pour se pen-

cher sur les mêmes problèmes. Avant de présenter nos observations et d'en tirer nos conclusions, nous voudrions tous exprimer nos remerciements sincères à tous ceux qui nous ont reçus et ont répondu aimablement, avec patience, compréhension et franchise, à nos questions, tout en nous fournissant des renseignements précieux.

Animation culturelle, animateur, maison de la culture, ce sont des termes qui, pour nous, ne parlaient pas beaucoup à l'imagination au début de notre enquête. A l'heure actuelle, quand la formation professionnelle des professeurs de langues étrangères aux Etats-Unis exige qu'on enseigne et utilise toujours le vocabulaire dans un contexte culturel authentique, nous nous rendons compte de la valeur de notre expérience : voir ces termes, parmi d'autres, devenir signes d'une réalité vivante et actuelle.

Quelles sont les formes que prend cette "animation culturelle" ? Quels sont les organismes par lesquels elle s'accomplit ? Une évolution s'opère-t-elle dans ce domaine ? Quelles sont les perspectives pour l'avenir ? Voilà les questions auxquelles nous avons cherché des réponses dans les limites du temps et des ressources dont nous disposions.

L'Office Social et Culturel de Rennes

C'est à l'Office Social et Culturel que nous avons pu avoir une première vue générale de notre sujet. Ce centre fut

créé d'après la loi de 1901. Il devait coordonner les activités des comités de fêtes et des diverses associations déjà existants, les encourager à répondre aux besoins des jeunes, et tenir le public au courant des activités de la ville de Rennes. "Une des grandes originalités de Rennes, dotée depuis plusieurs années d'un Office Social et Culturel, remarque un journaliste du Monde, est d'avoir tenu compte dans le développement urbain des exigences de la vie sociale et culturelle".

L'action de l'Office est une action d'animation culturelle qui se situe à trois niveaux. Il y a, en premier lieu, les institutions officielles telles que le Musée, l'École des Beaux-Arts, la Bibliothèque. Chacune fonctionne bien dans un domaine restreint ; on souhaiterait des activités de plus en plus dynamiques et un rayonnement plus large. Le Musée organise des expositions, des visites commentées, suivies de conférences ou de projection de films, ou parfois des expositions liées aux programmes scolaires, mais sans atteindre tous les milieux. L'École des Beaux-Arts joue un rôle de formation, mais pour un public assez limité. La Bibliothèque assure le prêt de livres mais manque de bibliothécaire animateur.

Au deuxième niveau, il faut signaler l'existence d'associations volontaires qui réunissent des personnes intéressées par le cinéma, le théâtre, la photo, associations dont un certain nombre ont besoin de renouvellement. Dans le domaine du

théâtre, par exemple, il y a d'abord les personnes qui participent - les acteurs et les animateurs - et ensuite le public qui reçoit dans ces associations une certaine formation. Mais, ce public diminue de plus en plus à cause de la concurrence de la télévision en particulier. Cependant les associations subsistent. Plusieurs sont devenues des "clubs" qui négligent le côté éducatif de ces groupements. Répondant à une question sur des troupes théâtrales qui circuleraient dans la campagne, notre informateur formule une remarque révélatrice : "Ce n'est pas de l'animation culturelle, c'est de la consommation".

Il y a enfin des initiatives personnelles. Le curé, l'instituteur, ou un notable animent des groupements qui ont une certaine valeur parce que leurs dirigeants sont en contact très direct avec les membres ; ajoutons encore des associations d'éducation populaire, comme les Clubs de Jeunes dont le rôle est d'organiser les loisirs.

Les difficultés budgétaires, problème de toutes ces organisations, ont été résolues, en partie, par la participation publique. Au niveau local, la ville prend en charge une partie des animateurs et subventionne de quelque manière des associations volontaires et des clubs. Les subventions de l'Etat sont accordées au service culturel qui les répartit parmi les agences d'éducation populaire. Trois commissions permanentes - sociale, socio-éducative et culturelle - étudient les besoins en matière d'équi-

pement, de personnel, de locaux et de formation et répartissent les subventions selon ces besoins, en accordant toujours une part plus importante à la formation. A l'école de formation d'animateurs déjà existante s'ajoutera, dès l'automne, un programme de formation d'animateurs **qui** seront groupés en promotions de quarante et formés dans le cadre de l'Université de Rennes, sous la responsabilité du Recteur.

Nous venons de voir rapidement quelques aspects de l'action culturelle sur le plan de la ville de Rennes. Le rôle d'organisme centralisateur, joué par l'Office Social et Culturel, a facilité des contacts entre dirigeants et responsables, et a incité quelques vieilles associations à sortir des traditions dépassées. Il a permis aux associations et aux citoyens d'être mieux informés des activités de la ville.

La Maison de la Culture

Dans quelques semaines, s'ouvrira officiellement à Rennes un autre centre important, la Maison de la Culture. Cette réalisation s'inscrit dans un plan national ayant pour but essentiel de favoriser la création des oeuvres d'art et de l'esprit, et de rendre accessibles les grandes oeuvres de l'humanité. La Maison de la Culture groupera des salles de spectacles, une galerie d'expositions, une discothèque de prêt, une bibliothèque, et même une cafétéria et une garderie d'enfants. Située à côté

de la Maison de l'O.R.T.F., elle profitera d'une liaison étroite avec les services de la télévision régionale pour une diffusion plus large et un rayonnement régional. Pour la construction et l'équipement, l'Etat assume 50 % du coût, la ville de Rennes 50 %. Dès son ouverture la Maison appartiendra à la ville de Rennes.

Ce qui donne plus d'importance à cette construction, c'est le fait que des foyers et des groupements considérables avaient déjà été constitués dans la région. Ce qui sera absolument essentiel, indispensable, c'est une collaboration intense et harmonieuse de tous les milieux. Il ne suffira pas de présenter des oeuvres de qualité, pensent MM. Goubert et Parigot, il faudra encore permettre à la population d'y accéder. Le style dépouillé des locaux a été voulu dans un but de démocratisation. De plus, le conseil et le personnel comprendront des personnes représentant divers domaines et une diversité de points de vue. Ainsi a-t-on déjà commencé à surmonter l'obstacle posé par les barrières sociales et culturelles, obstacle qui pourrait compromettre la réalisation de ce projet sur les plans humain et culturel.

Le C.D.O., Centre Dramatique de l'Ouest

C'est dans le cadre de la Maison de la Culture que s'installera, dès cette année, le Centre Dramatique de l'Ouest, dirigé par M. Guy Parigot. Depuis les années quarante, les ani-

mateurs de ce centre, une troupe de comédiens amateurs s'appelant à l'époque la Comédie de l'Ouest, rayonne sur la région et actuellement sur quatorze départements. Cette initiative, à titre privé, était soutenue par des talents amateurs aussi bien que par des élèves du Conservatoire de Rennes. Tous se donnaient pour but de créer une troupe théâtrale adaptée aux besoins de Rennes. Le Gouvernement, reconnaissant ses efforts, octroya des subventions généreuses, laissant à la direction toute liberté d'action, les comptes restant soumis à des visites occasionnelles d'inspection par des représentants du pouvoir. Le public auquel s'adressait la troupe se composait de personnes ayant une formation qui leur permettait d'apprécier ce genre de représentation. Des éducateurs s'y joignaient régulièrement accompagnés de leurs élèves. Ce fut un public fidèle dont le soutien permettait à cette troupe d'envisager l'avenir avec confiance. Elle a toujours pour but de faire réfléchir, de présenter des spectacles de premier ordre - classiques aussi bien que d'avant-garde - parfois pour la première fois. Elle rayonne maintenant sur le plan international, ayant fait des tournées à l'étranger. Nous pourrions remarquer ici que nous avons un peu l'impression de retrouver des amis, car nous avons assisté aux Etats-Unies à des spectacles montés par cette compagnie, par exemple, les Femmes Savantes, ou à des spectacles dans lesquels certains rôles étaient joués par ses membres.

La présence de la nouvelle Maison de la Culture impose à cette troupe un changement de cadre et une évolution de son rôle d'organe de recherche et de création culturelles. L'indépendance devra être conservée alors même que le théâtre s'insère dans un organisme plus complexe.

L'animation du quartier

Quittons pour le moment cet aspect de l'animation culturelle sur le plan de la ville et de la région pour l'observer sur le plan du quartier et même du foyer. Sur le plan du quartier, nous avons pu nous renseigner sur deux situations très différentes l'une de l'autre. Au Rheu, où l'architecte-urbaniste a réalisé un groupement de maisons individuelles ayant chacune son jardin, disposées de manière harmonieuse le long de rues sinueuses suivant les contours naturels du pays et embellies d'arbres, un animateur travaille à plein temps depuis le mois de janvier 1968 pour répondre aux besoins culturels de la population. Une vingtaine de groupes utilisent le centre culturel ou la bibliothèque. La tâche de l'animateur semble assez difficile. Il y a quelques mois, on a réussi à attirer un grand nombre de personnes en organisant une exposition et des discussions sur le thème de la violence dans le monde actuel. Malgré le succès de ce projet, l'animateur a rencontré des obstacles dûs, en partie, au fait que c'était un premier essai accompagné, comme tout nouveau projet, d'incertitude et même d'appréhension. Le plus grand

besoin, paraît-il, c'est d'engager les habitants dans les projets d'animation culturelle. Cette tâche est assez difficile parce qu'ils n'ont pas l'habitude de participer aux activités de groupe et qu'ils préfèrent rester chez eux pour regarder la télévision. Ce phénomène s'explique, en partie, par la durée du travail aggravée par l'éloignement de Rennes. Mais l'animateur est convaincu qu'il doit continuer ses efforts pour amener les habitants à une vie plus riche et plus profondément humaine. Une forme d'activité où la formation culturelle et l'instruction professionnelle se rejoignent, c'est le voyage en Hollande organisé pour les cultivateurs. Ce projet a bien réussi et sera suivi d'autres voyages semblables soit à l'étranger, soit dans d'autres régions de France, dans le cadre d'échanges culturels et techniques. A l'heure actuelle, on prévoit, avec l'accroissement de la population qui cependant ne dépassera jamais dix mille, des projets d'animation culturelle sur un plan plus étendu et la formation d'animateurs parmi les habitants du quartier.

Par contre, dans le quartier de Maurepas, caractérisé plutôt par de grandes tours où se logent de nombreux habitants, l'animation est dirigée par le personnel du Centre Social et comprend plusieurs branches. Bien que le programme date déjà de plusieurs années et que les responsables et les animateurs bénévoles se dévouent à l'organisation d'activités selon les intérêts d'habitants, on n'est pas satisfait des résultats. La Commission culturelle a organisé au mois d'octobre dernier, par exemple, un

voyage à Angers. Même avec beaucoup de publicité et d'effort, on a attiré moins de cinquante personnes de ce quartier très peuplé. On estime que la réponse a été faible.

En présentant nos observations, il faut tenir compte du fait qu'au moment de notre visite, il n'y avait pas d'animateur au centre. Mais on attend l'arrivée du nouvel animateur. Pour expliquer le manque de réponses, on pourrait ajouter qu'il existe à Maurepas, pour beaucoup d'ouvriers, les mêmes conditions qu'au Rheu, c'est-à-dire de longues heures de travail et un trajet quotidien à travers la ville.

Les Maisons des Jeunes travailleurs

Il existe dans plusieurs quartiers des foyers de jeunes travailleurs où l'oeuvre de l'animation culturelle se poursuit aussi. Nous en avons visité deux qui nous ont permis de voir deux situations très différentes l'une de l'autre. Le foyer St Joseph de Préville, dans le quartier de Villejean, est un ancien collège qui ne répondait plus à une véritable nécessité. Cela explique certaines caractéristiques de la population et de la conduite du foyer. La construction ne date que de 1965 ; elle est donc récente, moderne, bien éclairé et d'un aspect agréable et accueillant. Les jeunes qui s'y logent ont de seize à vingt ans. Ils paient une pension de 8,20 F par jour et ils représentent une variété d'emplois. Puisqu'on croit que les ou-

vriers et les étudiants trouvent difficilement des intérêts communs, la maison est ouverte exclusivement aux jeunes travailleurs. La question de l'animation culturelle se présente. On voudrait, comme ailleurs, ouvrir ces jeunes esprits à une vie culturelle plus élevée. Puisque la maison est récente, il n'y a pas encore d'animateur, mais on se rend compte qu'il faut un animateur et un éducateur. Dès que ce sera possible, on ajoutera au personnel de la maison ces deux personnes. En attendant, et malgré le fait que de longues heures de travail et des horaires variés nuisent un peu à l'organisation d'activités culturelles, on s'est engagé spontanément dans certaines activités. Peut-être est-ce à cela que sera dû le succès futur. L'occasion en fut la présentation dans un cinéma de Rennes du film "Helga" qui traitait du problème de la sexualité. Pour répondre aux questions soulevées par le film, on a invité au foyer un médecin qui a donné une série de conférences suivies de discussions. La série de rencontres a eu un tel succès qu'elle sera suivie d'une autre en automne. Prenant comme point de départ cette expérience qui a vraiment engagé les jeunes, on espère passer peu à peu dans d'autres domaines pour arriver à une amélioration de leur vie sur les plans culturel et intellectuel.

Le Foyer des Jeunes Travailleurs Léon Grimault, dans le quartier de Maurepas, présente un autre aspect. C'est également un foyer récent, datant de 1964, composé d'un bâtiment de logement et d'un club. De jeunes ouvriers et des étudiants qui

font des recherches paient 320 F par mois, pension complète. La présence d'un animateur et d'un éducateur anime la maison. Les activités, organisées par l'animateur selon les goûts des habitants, comprennent des séances de ciné-club, des présentations théâtrales, des récitals de poésie ou de musique, des danses folkloriques, la photographie, les portraits. D'une année à l'autre la population change. C'est pourquoi on établit un plan au début de l'année en accord avec les résidents du foyer. Ce foyer joue aussi un rôle dans l'animation du quartier puisque son équipement et ses activités sont accessibles à tous les jeunes du quartier.

Les Maisons des Jeunes et de la Culture

A côté des maisons des jeunes travailleurs existent, dans différents quartiers, des maisons des jeunes et de la culture. Toujours selon les formules de la Loi de 1901, ces maisons sont destinées à servir au développement personnel et civique des jeunes. A cause de l'accroissement démographique, il existe actuellement à Rennes trois maisons. C'est la Maison de Rennes-Centre qui nous servira d'exemple. Bien que la maison soit agréée et contrôlée par le Ministère de l'Education, elle garde sa propre autonomie. En effet c'est par le Conseil d'Administration, composé des adhérents eux-mêmes, que la marche quotidienne des activités sociales et culturelles est réglée. Ouverte à tous, la Maison des Jeunes et de la Culture de Rennes est surtout fréquentée

par les jeunes de 14 à 26 ans. L'âge moyen de ses cinq cent adhérents est de 21 ans. Ils présentent un large éventail de formation et d'occupations : 45 % sont ou élèves ou étudiants, 35 % sont employés, 15 % sont ouvriers. Le nombre assez réduit d'ouvriers s'explique par le fait que la plupart habitent plutôt les quartiers périphériques et sont adhérents aux autres maisons. Il y a une proportion équilibrée de jeunes filles et de garçons qui se réunissent en équipes selon les activités. Le programme comprend des activités physiques (l'escrime, le parachutisme, le tennis, la voile), des activités artistiques (des cours d'esthétique, l'orchestre, la guitare, la céramique), des activités intellectuelles (des débats, le journalisme, les cours de soir, la bibliothèque). Les cours les plus réussis jusqu'à présent sont les rencontres intellectuelles et l'escrime. Les adhérents publient chaque mois un bulletin : Jeunesse et Culture, le mois à Rennes. Les articles sont variés : articles sur des questions sociales, politiques ou économiques, sondages d'opinion, rapports, projets, et même des caricatures.

Le problème le plus urgent, c'est peut-être l'insuffisance des locaux vu le nombre d'adhérents et le programme d'activités. Mais grâce aux subventions de l'Etat et aux ressources locales, on espère acheter l'année prochaine le bâtiment voisin, occupé actuellement par la Comédie de l'Ouest.

On pourrait dire que ce sont le Directeur et ses trente collaborateurs-techniciens, d'ailleurs bénévoles, qui suscitent

les diverses activités de la maison. Mais ce sont surtout les adhérents eux-mêmes qui, se regroupant en équipes, prennent la responsabilité de la réalisation des programmes.

Cercles bretons, Cercles folkloriques

Nous avons déjà cité le cercle folklorique qui fait partie du programme d'animation d'un foyer de quartier. Il en existe un assez grand nombre dans la province dont plusieurs se trouvent dans les environs de Rennes. Une mise au point du rôle de l'animation folklorique nous paraissait indispensable, mais nous n'avons pas réussi, malheureusement, à nous mettre en contact avec un cercle breton de Rennes. En assistant à la soirée folklorique au Jardin du Thabor et au défilé des Fêtes de Quimper, nous avons pu vérifier le côté vivant et actuel de ce phénomène. Au cours d'un entretien, nous avons appris que le Cercle breton a une triple fonction :

- 1° Attirer les Bretons par des manifestations et des fêtes folkloriques ;
- 2° Les informer sur le plan politique en leur exposant la situation actuelle du Breton ;
- 3° Les amener, sur le plan culturel, à prendre conscience de la culture bretonne, y compris la langue, l'artisanat, la musique et la danse.

Dans tous ces domaines qu'on vient de nommer, il y a eu une évolution. Certaines valeurs culturelles sont conservées, mais ne sont pas figées. Sans nier totalement la présence d'un élément touristique, nous avons pu constater qu'il ne s'agit pas surtout du tourisme, mais d'une véritable renaissance provenant d'une prise de conscience des valeurs menacées. Pour nous, professeurs de français, une telle mise au point est précieuse, car nous sommes souvent les interprètes de ce phénomène auprès de nos élèves.

Club des Cinéastes Amateurs de Rennes

Notre série d'enquêtes s'est terminée par une séance du Club des Cinéastes Amateurs de Rennes où nous avons pu participer à une discussion sur les films présentés et jouir de l'excellente technique, de la beauté poétique ou du reportage intelligent de ces films, dont les auteurs étaient tous présents sauf un. Plusieurs choses nous ont frappés. Tout d'abord, les membres de ce Club sont très engagés, et leurs familles aussi parfois. Ils se disent des "mordus". Ensuite nous avons remarqué, dans plusieurs cas, le choix d'un sujet local - les inondations de la Vilaine, Antoine à Rennes, un pardon à Fouesnant, l'histoire d'un adolescent filmée au Lycée Châteaubriand avec le concours de professeurs et élèves - indiquant une mise en valeur d'événements vécus ou d'objets et de lieux connus. Nous avons admiré l'imagination, l'intelligence, la compétence technique,

la poésie et le goût artistique que reflétaient les chansons filmées, le portrait d'un sculpteur d'épaves, l'étude des métamorphoses dans l'eau ou les fantaisies d'un enfant. Ici, l'animation est spontanée, partagée et intensifiée par la coopération et le jeu de critiques mutuelles entre participants, jeunes et moins jeunes. Un des résultats de ces activités c'est de mettre la technologie moderne au service des valeurs esthétiques, culturelles et humaines.

C O N C L U S I O N

Au terme de notre enquête, et malgré ses lacunes, nous nous rendons compte combien un sujet d'apparence technique met en jeu de problèmes humains. Nous prenons conscience aussi de la valeur de notre expérience. Elle pose des questions qui ne pourront être résolues que plus tard. Tout d'abord, l'intégration de la Comédie de l'Ouest dans la Maison de la Culture sera-t-elle une réussite ? Cette "culture" sera-t-elle réelle ou superficielle, authentique ou artificielle ? Selon Monsieur Parigot il faudrait recruter un public nouveau dont les aspirations diffèrent de celles des jeunes d'il y a vingt ans. La formation

serait intensifiée, mettant l'accent sur la création artistique et l'harmonisation de la sensibilité de l'homme avec ses possibilités d'expression dans le monde moderne.

Autre question, comment s'harmoniseront les activités de l'Office Social et Culturel, organisme de la ville de Rennes, et celles de la Maison de la Culture appelée à fonctionner comme centre régional ? Leurs efforts conjugués permettront-ils une véritable démocratisation de la culture et la suppression de certaines barrières culturelles dont la présence est encore si sensible aujourd'hui.

Nous nous demandons également si l'Opéra ne pourrait jouer un rôle qu'il ne semble pas tenir pour l'instant.

En ce qui concerne la Maison de la Culture et le processus de démocratisation, il nous paraît souhaitable de développer la propagande ou de mener une campagne publicitaire éducatrice dans les milieux qui restent encore un peu réticents à cet égard. Nous espérons aussi que des groupes d'amateurs, cinéastes ou autres, seront invités à organiser des séances dans les locaux de la nouvelle Maison de la Culture pour y attirer plus de monde, susceptible de s'intéresser aux activités de cet établissement.

Nous n'avons pu nous défendre de quelques comparaisons. Nous avons l'impression, selon nos observations, qu'en

France le développement de la vie culturelle appelle des animateurs et en dépend. Aux U.S.A. aussi, mais ce rôle revient bien davantage aux Ecoles et l'on sait à quel point cela peut faire quelquefois le désespoir des professeurs.

Nous avons pu observer de près le dévouement et les grands efforts de nombreuses personnes en vue d'ouvrir les horizons, d'élever les vues et de contribuer à l'épanouissement de l'homme. Nous sommes unanimes à penser que la ville de Rennes continuera à jouer un rôle pilote dans le domaine du développement culturel.

DES BOUTIQUIERS AUX BOUTIQUES RENNAISES

Participants : Mlle ANDERSON Mlle NOVAK
 M. DOUNIS Mlle SCOTT
 Mme GOLL M. WATERSTON

Conseiller du groupe : Mlle DURIF.

Les enquêtes ont été, pour notre groupe, l'occasion d'approfondir notre connaissance des rues et des quartiers de la ville de Rennes, mais aussi celle des habitudes d'achats et de consommation des Rennais et enfin celle de l'évolution de la société française à travers le commerce de détail.

Celui-ci nous est apparu comme le reflet de la métamorphose actuelle de la France, avec le conflit entre ses formes d'archaïsme et ses forces de dynamisme.

L'opposition entre le coeur de la ville dont les rues commerçantes restent désuètes bien que souvent rénovées, et les quartiers périphériques caractérisés par leurs centres commerciaux modernes, a été le premier thème de nos enquêtes.

Le contraste a pu être étudié plus profondément en observant les magasins mêmes, ceux de luxe du type "Elégance et Distinction" voisinant avec les centres distributeurs à but populaire tels Leclerc ou Argenta.

Nous avons été également frappés par la coexistence de deux formes bien vivantes quoique contrastées : d'une part, les grands magasins cherchant à attirer une clientèle d'un niveau social assez nettement défini, d'autre part les marchés de plein air où les ménagères riches et pauvres se côtoient le matin.

Ainsi les formes les plus modernes de distribution peuvent alterner à Rennes et dans une même rue, avec les plus anciennes, trahissant des changements dans les habitudes de vie des Rennais, mais aussi un phénomène de survivance assez facile à retrouver dans tous les secteurs de l'économie française. Les boutiques rennaises correspondent ainsi à différents stades, plus ou moins attardés, dans un contexte social plus ou moins évolué et notre étude a cherché à être le révélateur de la disharmonie qui existe souvent entre les besoins des consommateurs et l'inertie des équipements commerciaux.

I - Deux rues commerçantes désuètes au coeur de la ville

Dans les rues St Malo et St Georges nous nous sommes longuement promenés et leurs petites boutiques nous ont paru typiques de la France traditionnelle des villages et des petites gens. Si ces deux rues étroites se ressemblent par l'aspect général médiocre des façades qui se collent les unes aux autres, l'observation plus approfondie des intérieurs et des types de boutiques, nous permet de les distinguer assez nettement.

1 - La rue Saint-Malo est d'un pittoresque douteux avec ses couloirs étroits et sombres menant à des cours lépreuses. Une odeur tenace monte des caniveaux révélant l'absence de "tout à l'égoût". 86 boutiques, ateliers et cafés se partagent encore les deux côtés de la rue, mais plusieurs devantures ont été obturées ou transformées en fenêtres de cuisine ou de chambre.

On trouve encore ouverts quelques commerces d'alimentation, de mercerie-bonneterie, drogueries-bazar, cordonneries marchands de chaussures alternant presque avec les cafés-buvettes populaires, célèbres pour leur rusticité.

Les boutiquiers, petits propriétaires d'un fonds de commerce qu'ils ne peuvent arriver à vendre et locataires modestes de "pas de porte" qui les font chichement vivre, habitent le plus souvent derrière le magasin ou à l'étage au-dessus dans quelques pièces très sommairement aménagées. Les familles nombreuses qui logeaient autrefois dans le quartier sont souvent parties quand les usines de chaussures et les tanneries ont disparu du voisinage. Pour celles qui sont restées, le niveau de vie a tellement diminué qu'elles ne peuvent plus rendre prospère les trop nombreux boutiquiers de la rue. Souvent, dans un couple, l'homme travaille à l'extérieur, en usine ou comme employé de grand magasin tandis que la femme tient la boutique en s'occupant de ses enfants. On vivote sans espoir de s'en sortir, car le prix d'un pas de porte dans les nouveaux centres commerciaux dépasse leurs économies et surtout l'initiative leur manque ainsi que la formation professionnelle. Pour ceux qui réussissent le mieux, il n'est pas possible de faire moderniser la boutique ni d'introduire du confort dans les pièces d'habitation car la rue est condamnée. Un plan de rénovation dont on parle depuis dix ans doit remplacer ces vétustes constructions par des immeubles modernes, mais les occupants actuels, même indemnisés, pourront-ils s'y reloger si les loyers sont trop élevés ?

Les boutiquiers de la rue St Malo ne constituent pas cependant une seule et même catégorie sociale et nous avons pu parler à des personnes proches du milieu ouvrier alors que d'autres s'apparentent à la petite bourgeoisie. Les unes vivent

surtout grâce au crédit, les autres grâce à la clientèle de passage empruntant le sens unique de cette rue vers l'extérieur de la ville. Cependant, nous pouvons noter des tentatives commerciales récentes :

- une blanchisserie "Hovine", d'aspect rénové, y est surtout spécialisée dans les "bleus de travail" plutôt que dans le nettoyage à sec ;

- un magasin "Economique" s'est implanté au milieu de petites épiceries, primeurs, crèmeries qui végètent dans son ombre.

Ces exemples isolés dans un ensemble très délabré ne sont que des solutions partielles et insuffisantes tandis que la rue St Georges a connu une véritable rénovation sans démolition.

2 - La rue Saint Georges

Avec ses 35 boutiques et crêperies, la rue St Georges appartient au vieux Rennes par ses maisons à colombages dont l'une, abritant un magasin de tissus, a obtenu cette année le 1er prix national accordé pour la restauration des chefs d'oeuvre en péril. Les types de magasins observés diffèrent de ceux de la rue St Malo par la présence de boutiques de luxe, comme un encadreur et une galerie de tableaux, un joaillier et un fleuriste, un magasin d'articles de sport et une maroquinerie, à côté de magasins d'alimentation relativement spécialisés et d'un restaurant de bonne renommée. Les vitrines paraissent soignées et les automobilistes sont nombreux à emprunter cette rue, pourtant en sens unique, de la Piscine à la Place du Palais. Mais on y flâne avec plaisir dans les deux sens et l'étroitesse de la rue favorise le lèche-vitrine.

Ainsi deux rues des vieux quartiers de Rennes ont évolué différemment : l'une est en déclin, l'autre se défend bien des outrages des ans. Il est trop tard pour sauver la rue

St Malo et ses petits boutiquiers, alors que ceux de la rue St Georges ont su retenir la clientèle grâce à leur compétence artisanale, doublant leur activité de commerçant. Les boutiques ne semblent donc pas irrémédiablement condamnées face aux grands magasins du centre et un groupement dynamique de commerçants spécialisés nous a permis de mieux connaître la psychologie des Français, qu'ils soient vendeurs ou acheteurs.

II - Des commerçants spécialisés et dynamiques :

"Les Amis d'Elégance et Distinction"

Cette association de commerçants du centre de la ville obéit à plusieurs critères sélectifs pour les 25 membres qui la composent. La Spécialisation du magasin, la qualité des services rendus à la clientèle, une image flatteuse et de bon goût pour la boutique constituent le premier lien évident entre tous ces commerçants. L'idée de ce groupement n'est pas née à Rennes, mais dans le Nord de la France, à Roubaix et depuis lors elle a essaimé de Rennes à Nantes, Saint-Brieuc et Angers. Depuis deux ans, les membres de l'association rennaise ne sont pas restés immuables, car si le total de 25 n'a pas changé (bien qu'il doive bientôt passer à 30) certains commerçants se sont retirés avant d'être exclus et d'autres ont demandé à y entrer. Le commerçant doit, en effet, participer au budget publicitaire du groupement dont le montant s'élève maintenant à 5 000 francs. Les cotisations sont versées proportionnellement au nombre de tampons déposés sur les cartes des acheteurs.

En effet, chaque client effectuant pour la première fois un achat dont le prix s'élève au moins à 30 francs, reçoit une carte de fidélité et son premier tampon. Chaque magasin du groupement n'a cependant le droit de tamponner une même

carte qu'au maximum deux fois afin d'assurer une fidélité des clients au groupe des commerçants plus qu'à l'un deux en particulier.

Quand la clientèle a fait dans l'année son troisième achat lui permettant de recevoir un dernier tampon, elle laisse sa carte dans le magasin et reçoit dans la semaine un coffret-cadeau, deux bouteilles de Porto de grande marque ou une bouteille de whisky. Ces cadeaux sont payés sur le budget de publicité du groupe grâce à un versement de 3 F. pour chaque tampon attribué, ce qui correspond, pour chaque marchand, au maximum de dix pour cent de ses ventes.

Le groupement cherche également à développer une publicité collective, au moyen de fêtes - galas avec buffet au champagne, présentation de mannequins la première année et courses hippiques fictives avec des jockeys, footballeurs et des chevaux mécaniques, la seconde année. Cette variété de spectacles, selon les années, répond au désir des organisateurs de ne pas laisser la clientèle et de perfectionner leurs moyens publicitaires. Des projets sont actuellement à l'étude pour étaler le programme sur 18 mois et le groupe semble à la recherche d'un incessant perfectionnement. La clientèle fréquentant ces boutiques spécialisées correspond à la classe moyenne ou aisée avec un pouvoir d'achat élevé et des besoins assez raffinés. Toutes les catégories de commerce cherchent aujourd'hui à être représentées dans cette association qui ne compte aucun magasin faisant directement concurrence aux autres. Un seul magasin d'alimentation a été retenu parmi les 13 adhérents, une épicerie-confiserie fine spécialisée dans les produits exotiques, les vins et les spiritueux. Un seul restaurant est proposé aux clients du groupe et il se situe dans la bonne moyenne rennaise. Les autres adhérents du groupe s'intéressent

soit à l'habillement, à la beauté ou à l'équipement du foyer. On n'y trouve qu'un seul magasin vendant des services et non des produits : un Pressing-nettoyage à sec.

Nous nous sommes rendus dans plusieurs de ces magasins où nous avons été très aimablement accueillis. Le service y est personnalisé, les objets bien sélectionnés et l'ambiance raffinée. Les commerçants jouent sur l'attraction du centre-ville en cherchant à distinguer leurs magasins de ceux des centres commerciaux périphériques, orientés vers les besoins de première nécessité et de consommation courante. Cependant cette association a de grands projets de regroupement sur le plan spatial cette fois, et pense réussir à créer des magasins annexes dans un centre commercial au Sud de la ville. Le label "Elégance et distinction" sera toujours réservé aux seuls magasins du centre qui resteront leur affaire principale, mais le sentiment prévaut, parmi ces commerçants, qu'il ne faut pas "laisser passer le coche" et qu'ils trouveront peut-être dans "le grand Rennes" une clientèle correspondant à leur spécialisation. Un autre projet conçu depuis bien longtemps pour le centre même de la ville, sous les arcades du théâtre, aurait pu être un élément fondamental d'animation et d'attraction des quartiers anciens, avec des passages galeries éclairés et chauffés au rez-de-chaussée et des clubs-discothèques dans les sous-sols. Ce projet a échoué semble-t-il mais nous pouvons le regretter en pensant au succès des "Casemates de Grenoble".

Conçus comme une association de défense des commerçants spécialisés du centre de la ville, "les Amis d'Elégance et Distinction" ne vont-ils pas perdre de leur originalité en acceptant de s'installer à la périphérie de la ville ? L'exiguïté des magasins et le désir de faire une expérience de véritable groupement de boutiques spécialisées à côté des grands

Magasins Populaires ont surtout orienté leur choix. Mais les centres commerciaux actuels de Maurepas permettent-ils de faire des pronostics sur leurs chances de succès ?

III - Les Magasins d'un centre commercial périphérique de Maurepas

Trois centres commerciaux situés à quelques minutes de marche les uns des autres, ont été créés pour satisfaire aux besoins d'un quartier récent dont la population sera bientôt de 30 000 habitants.

Par leur conception globale, ces trois centres commerciaux réalisés en même temps que les grands ensembles, devraient correspondre aux désirs des résidents du quartier. En est-il vraiment ainsi ?

1 - Au centre commercial du Gros Chêne

Nous trouvons 22 commerces spécialisés, un Prisunic et un supermarché. Les vitrines sont attirantes. Le passage fleuri le long duquel elles sont disposées, semble favoriser la détente dans un cadre harmonieux. Aucun magasin spécialisé ne fait directement concurrence à un autre et les services y sont représentés à côté de l'alimentation, du petit équipement et de l'habillement. Selon les heures de la journée auxquelles nous nous y rendons, l'animation est importante ou nulle, ce que l'on ne constate pas au centre de la ville. Il ne s'y trouve aucun café-restaurant, snack ou crêperie pour maintenir un courant d'attraction tout au long de la journée et surtout des soirées. La qualité des produits et leur présentation semblent correspondre à une clientèle d'un niveau de vie plus élevé que celle qui réside dans ces grands ensembles. Est-ce là une des raisons qui expliquent l'évasion commerciale des ménagères vers d'autres lieux d'achats tels le Centre Europe

baptisé aussi centre Suma à partir du nom de son grand supermarché.

2 - Le Centre Europe

Huit commerces se répartissent ici en une sorte de quadrilatère donnant sur une esplanade fleurie. L'alimentation générale y est bien représentée avec un magasin coopératif et le supermarché Suma, mais nous y trouvons également une pharmacie et un magasin de radio-télévision. Ce centre commercial d'apparence plus modeste que celui du gros chêne, paraît cependant plus régulièrement attractif et beaucoup de ménagères interrogées disent le préférer pour leurs achats du matin. Sa forme ramassée et sa situation bien centrale par rapport à l'ensemble du quartier sont des atouts en sa faveur en dépit du faible nombre de magasins qui s'y trouvent. Cependant l'absence de café ne permet pas à ce centre de retenir les consommateurs ni d'attirer les adolescents. Ces derniers préfèrent se rencontrer au "Rochester" Restaurant Snack-bar au centre commercial du Gast.

3 - Le Centre du Gast

Dans le plus vaste des trois centres commerciaux de Maurepas, les magasins sont disposés autour d'une grande place et reliés entre eux par des passages couverts. Une impression d'espace, de vide même, dominerait, si des bassins bien disposés et surtout la terrasse de café du Rochester n'y attiraient les jeunes en particulier. 18 magasins différents et spécialisés (dont un d'Alimentation générale "Super Egé") ayant chacun une surface de vente supérieure à celle de leurs concurrents du Gros Chêne et d'Europe sont en général considérés comme moins attractifs pour les ménagères du quartier. La grande place disponible près de l'église devrait pourtant y favoriser la naissance d'un marché hebdomadaire de plein

air comme il s'en est toujours créé en Europe depuis le Moyen Age. Les habitants du quartier fréquentent, en effet, celui du quartier Ste Jeanne d'Arc à proximité du Parc de Maurepas et son aire d'attraction prouve combien vivante reste cette forme traditionnelle de commerce de détail. Ainsi même pour les achats courants, les magasins de Maurepas ne semblent pas satisfaire tous les besoins des habitants du quartier et les problèmes sont encore plus aigus quand il s'agit d'achats rares et de produits d'équipement. On peut se demander s'il n'aurait pas été préférable de construire un grand centre commercial avec magasins concurrents et spécialisés autour du pôle d'attraction constitué par le couple Prisunic - Nouvelles Galeries plutôt que de le fragmenter en trois centres principaux et deux artères commerciales annexes : celle de l'Avenue du Général Patton et celle de la rue de Fougères. Maurepas apparaît comme un quartier dortoir, et l'évasion commerciale déjà importante n'y est freinée que par l'insuffisance des lignes d'autobus et d'automobiles privées, ainsi que par les difficultés qu'éprouvent les jeunes mamans à faire garder leurs enfants. La Commission des commerçants dépendant du Comité de quartier à Maurepas ne semble pas travailler dans l'esprit de solidarité souhaitable pour défendre l'intérêt général. Si la concurrence n'existe pas au niveau de chaque centre, elle est assez âpre entre ces derniers et les artères commerciales. Cependant, des efforts sont faits pour organiser des braderies et participer aux cadeaux offerts aux personnes âgées lors de leur fête annuelle. Ainsi la situation des commerçants ne semble pas, et de loin, aussi mauvaise que celle des petits boutiquiers du vieux Rennes, même si elle est infiniment moins florissante que celle des adhérents de l'Association "Elégance et Distinction". A côté de ces magasins spécialisés et indépendants l'attire du Rennais pour les Marchés de Plein Air, les grands magasins et les centres distributeurs de type populaire, nous permet

de mesurer également combien l'importance de la notion de service peut varier dans l'esprit du consommateur, selon le type d'achat qu'il effectue. Le même Rennais qui fréquente des magasins élégants pour certains produits raffinés d'équipement ou de beauté, va également faire ses commissions courantes en produits alimentaires et d'entretien dans des endroits réputés pour leurs bas prix. Nous avons pu noter ainsi que ce sont les classes aisées qui profitent le mieux des avantages offerts par certains magasins dits populaires car elles peuvent penser à leurs achats avec une certaine marge de prévision alors que les personnes les moins favorisées achètent au jour le jour, dans les boutiques de coin de rue qui leur accordent généralement du crédit.

IV - Les formes dites populaires de distribution

1 - Le Marché à Rennes

Le samedi matin, de tous côtés, les ménagères accompagnées de leur mari ou de leurs enfants convergent vers la place des Lices où se tient un marché couvert, de viandes et légumes, tandis que les étalages de plein air se continuent par les poissonniers et les fleuristes jusque sur la petite place Saint-Michel. Ce ne sont qu'amoncellement de crustacés, fleurs, fruits de toutes couleurs tandis que parmi la foule affairée et paisible à la fois, circulent les nouvelles et les prix.

Toutes les classes sociales s'y côtoient et les citadins y rencontrent les ruraux venus livrer volailles et beurre fermier. Une ambiance de détente et un parfum de rusticité favorisent les achats. On se risque même à marchander, à soupeser, à choisir personnellement, encouragé par les

marchands débonnaires et hâbleurs. Si l'on revient chargé de paniers débordant de provisions pour le week-end, on fait également profiter les commerçants sédentaires des rues voisines pour les achats de complément en épicerie et boulangerie. Ainsi la petite rue St Michel, étroite et désuète a-t-elle 24 boutiques actives dont trois boulangeries-pâtisseries.

Le samedi également les acheteurs font du coude à coude dans les grands magasins du centre de la ville.

2 - Les grands magasins de Rennes

Trois grands magasins distants de quelques minutes de marche se complètent plus qu'ils ne se concurrencent vraiment, car leur clientèle est plus nettement séparée que celle des marchés.

o Prisunic attire les jeunes en misant sur le style, autant que sur les prix. Ses rayons de disques et de confiserie pâtisserie sont aux deux grandes entrées du magasin.

o Les Nouvelles Galeries ont essayé de renouveler leur aspect traditionnel en modernisant leurs installations et en s'orientant vers les besoins de la classe moyenne.

o Les Magasins Modernes cherchent à se distinguer des deux autres par une ambiance de raffinement discret et la qualité de ses étalages. Ainsi y trouvons-nous dès l'entrée une dizaine de comptoirs spécialisés chacun dans une marque de produits de beauté. La clientèle y est de niveau social plus élevé et le service plus personnalisé.

Seuls les deux premiers grands magasins de Rennes ont chacun une succursale dans le quartier de Maurepas tandis

que le troisième conserve son caractère de magasin caractéristique du Centre des villes françaises.

A côté de ces grands magasins ayant créé récemment un rayon d'alimentation de nouveaux venus dans le domaine de la distribution peuvent déjà être considérés comme leurs concurrents directs. Il s'agit essentiellement à Rennes de Centres distributeurs tels Argenta et Leclerc.

3 - Les Centres distributeurs à Rennes

Ces magasins se distinguent essentiellement des autres par leur absence de vitrines et par la vente d'articles de marque à des prix inférieurs aux tarifs généralement pratiqués. Cependant, leurs caractères diffèrent assez profondément les uns des autres.

- Argenta, correspond à un supermarché dans lequel les frais d'exploitation ont été fixés à 1 franc pour la vente d'un lot de 10 articles quel que soit le montant de celui-ci. Les prix des articles correspondent à ceux du tarif des grossistes, aussi sont-ils avantageux pour le consommateur à condition que ce dernier achète les produits par dix ou multiple de dix. Cela encourage les achats groupés mais seules les familles les plus aisées ou avisées peuvent ainsi prévoir et payer de grosses quantités d'épicerie. Le libre-service et l'absence de publicité permettent également de vendre meilleur marché que la petite boutique du coin de rue. Ces derniers caractères se retrouvent également dans les centres distributeurs Leclerc.

- Le Centre distributeur Leclerc

L'organisation originale de cette forme de commerce vient de l'initiative d'Edouard Leclerc, ancien

séminariste breton qui a voulu prouver la rentabilité du commerce de détail tout en réussissant à abaisser les Prix à la clientèle. Leclerc a modifié marge et frais de son entreprise en sélectionnant d'abord des produits à rotation de vente rapide donc de bonne qualité et de grande consommation. Il a ensuite cherché à abaisser au Maximum toutes les dépenses de publicité, de service, de présentation et a autorisé les commerçants acceptant ces conditions de vente à prix réduit, à porter le nom de Centre Distributeur Leclerc.

A Rennes, trois centres sont actuellement en pleine activité : un pour l'alimentation générale, un pour la vente des chaussures et le troisième plus original en France dans cette tentative celui des vêtements.

Ce dernier magasin situé à un carrefour de rues est cependant difficile à repérer avec ses vitrines masquées par une peinture blanche. A l'intérieur tout est net et bien rangé mais la place manque et le samedi on semble être dans un souk arabe. Le stock se renouvelle tous les deux mois environ et le capital de l'affaire tourne ainsi 6 fois l'an, alors qu'une boutique traditionnelle de vêtements doit solder pour assurer une rotation deux fois moins rapide. Le personnel y est réduit au minimum car l'organisation est très simplifiée et seule "la vérité des Prix" doit attirer la clientèle.

Bien que fondés pour un milieu de type ouvrier, ces centres distributeurs attirent surtout une clientèle assez aisée et bien informée des prix qui se pratiquent ailleurs. Les personnes de faible niveau de vie semblent se méfier des conditions avantageuses qui leur sont ici offertes croyant sans doute qu'il s'agit d'objets déclassés. Pour répondre ainsi surtout aux besoins d'une clientèle assez bourgeoise, la

direction du centre de vêtements prévoit dans le proche avenir un magasin mieux éclairé et plus spacieux sans abandonner les principes Leclerc. Ainsi en marge des commerces traditionnels et routiniers qui constituent encore une grande partie des boutiques de la ville, sont nées de nouvelles formes de distribution à but populaire bien que profitant surtout aux acheteurs les mieux informés. Cette coexistence des types de commerces les plus archaïques et des types les plus dynamiques peut dans une certaine mesure trouver son reflet dans les contrastes qui existent entre la Chambre de Commerce et d'Industrie et la Jeune Chambre économique de Rennes.

V - La Chambre de Commerce et d'Industrie - La Jeune Chambre économique de Rennes.

Les rapports entre ces deux organismes existent, bien qu'ils soient difficiles, mais les notions d'intérêt général les opposent le plus souvent.

1 - La Chambre de Commerce et d'Industrie

Fondée en 1857 la Chambre de Commerce et d'Industrie de Rennes est relativement récente puisque plusieurs villes portuaires en possèdent depuis l'ancien régime. Son existence et sa fonction sont assurées par le versement obligatoire, pour chaque commerçant de son ressort, d'une forme d'impôt : la Patente. Cependant, si tous les commerçants font bien vivre la Chambre de Commerce et d'Industrie, celle-ci ne s'occupe que de l'intérêt général des entreprises ce qui est parfois en contradiction avec les intérêts particuliers de chacune d'elles.

La Chambre de Commerce est composée de 21 membres élus, choisis parmi 4 grandes catégories d'entreprises dont

la classification repose sur le nombre d'employés. Il y a 8 représentants du petit commerce, 6 du commerce moyen et 7 du grand commerce dont la moyenne d'âge s'établit autour de 50 ans. La chambre est gérée par un fonctionnaire permanent, le Secrétaire Général, responsable de l'exécution des décisions prises par les membres du Conseil en leurs séances mensuelles.

Dans l'intérêt général de l'économie rennaise, la Chambre gère l'aérodrome de Rennes-St Jacques, la gare routière, des entrepôts et des écoles professionnelles. Elle intervient près du gouvernement à titre consultatif pour tous les problèmes relatifs au commerce et à l'industrie, mais elle ne regroupe pas en son sein de juristes et d'économistes capables de l'aider sur le plan administratif. Ce cloisonnement des catégories professionnelles a été dénoncé par la Jeune Chambre Economique formée de toutes les personnes intéressées par ces problèmes.

2 - La Jeune Chambre Economique

Celle-ci ressemble beaucoup aux chambres de commerce américaines et son dynamisme se veut aussi radical qu'est radical, à son avis, le conservatisme de l'autre. La Jeune Chambre accuse "l'ancienne" d'être "une vieille coquette" se contentant de réformes superficielles. Elle constate que les commerçants élus sont souvent mal préparés ou disposés à prévoir et à saisir les problèmes actuels, telle l'explosion démographique de la ville de Rennes ces dernières années.

Ainsi nous avons pu saisir dans nos enquêtes ce double courant qui fascine encore les Français et qui juxtapose les formes commerciales les plus désuètes aux plus audacieuses : l'attachement au passé et l'attraction vers les expériences révolutionnaires.

Rennes avec ses vieux quartiers et ses nouvelles Z.U.P. (Zone à urbaniser en priorité), nous a permis d'appréhender, au-delà de l'étude "des Boutiquiers aux Boutiques", un des aspects les plus originaux de la civilisation française.

COMMENT SE NOURRISSENT LES FRANÇAIS

Participants : Mme BURNS

Mlle MANTICA

Soeur Edward FARRELL

Soeur Mary-Jules MEYERING

Mlle GUNDERSON

M. THORNTON

Conseiller du groupe : Monsieur DUMAZEAU

Les stagiaires risquent d'avoir des idées fausses sur la cuisine française ; ils sont trop bien nourris, matin et soir, par un chef artiste d'une inépuisable ingéniosité pour les faire manger davantage, et quand ils sont invités en ville les Français ne consentent pas à ajouter simplement un couvert, comme on le leur suggère. Il s'agit d'honorer cet étranger distingué au moyen d'un véritable festin et non de lui donner une idée exacte du régime habituel de la famille. Or la nourriture conditionne l'individu, les fondateurs de religions ou simplement d'ordres monastiques le savent bien. C'est un fait que la station balnéaire de Bagnoles-de-l'Orne, où sont passés quelques-uns d'entre nous, n'avait plus de clients à la fin de la guerre car elle soigne les obèses et les congestionnés. Nous avons donc voulu voir de plus près comment se nourrissent les Français, ou tout

au moins les gens de Rennes et de sa région.

Ajoutons que la cuisine a une part importante dans l'art de vivre des Français, que le repas est presque un rite qui rassemble la famille à des heures précises et que tout ici finit plus par des banquets que par des chansons : on le voit bien cette semaine en Avignon où les querelles d'art et de politique se sont terminées par un gigantesque aïoli près du pont d'Avignon.

Nous étudierons successivement la nourriture dans les familles, les sources d'approvisionnement, l'alimentation dans les collectivités, l'influence de l'industrie sur les produits alimentaires, l'aspect artisanal de la fabrication, par exemple chez les traiteurs, et nous porterons des jugements dans ces différents domaines du point de vue de l'agrément et de la valeur hygiénique, sans négliger les enseignements que l'on peut en tirer quant à l'évolution sociale.

*
* **

EN FAMILLE

Dans tous les milieux les heures des principaux repas et leur composition sont à peu près unifiés : midi, 7 heures

en province et un peu plus tard à Paris, ce qui explique le vide relatif des routes à ces moments-là. On peut y ajouter le casse-croûte du matin pour les travailleurs de force qui l'arrosent de vin rouge d'Algérie un peu partout en Bretagne. Les enfants ont droit à un goûter (les gens interrogés l'appelaient : le quatre-heures). Dans les salons de thé, près de la Mairie, nous avons vu des dames de la société prendre le thé et les gâteaux, mais c'est exceptionnel à la différence de ce que nous savons des pays germaniques voisins de la France.

La composition des deux repas est à peu près la même dans les différentes classes : hors d'oeuvre (souvent deux éléments de nature différente : crudité et charcuterie par exemple), viande (ou poisson, ou oeufs), légumes, fromage et dessert. Dans les milieux modestes, on réserve le rôti de boeuf pour le dimanche en utilisant dans la semaine la charcuterie, les bas morceaux pour faire des sauces, par exemple le boeuf en daube ou le veau en blanquette. C'est alors une question de budget, et il est remarquable que le pourcentage de la nourriture dans les dépenses totales a notablement diminué depuis la guerre. Dans la période des restrictions, il atteignait 80% du budget d'un ouvrier.

Ce qui nous frappe, nous Américains, c'est la faiblesse du petit déjeuner (café au lait, pain, beurre) qui laisse l'homme, et surtout l'enfant en état de faiblesse dans

la deuxième partie de la matinée. La pause-café n'existe que dans des usines soucieuses de diminuer les accidents du travail et dans des écoles très modernes où l'on distribue du lait aux élèves. On peut critiquer aussi l'importance du repas de midi qui nous paraît souvent lourd ; il est vrai que, d'une part, on a faim après une matinée assez longue et que, d'autre part, le repas est un rite. On ne saurait manquer une partie de cet ensemble, pas plus qu'on ne va écouter un seul acte d'une pièce de théâtre ou que l'on n'écoute qu'une des trois parties d'un concerto.

Nous avons été frappés, cependant, de constater que tout était préparé à la maison, que la saveur des mets était toujours originale, que chacun semblait connaître ces préparations si variées comme si elles faisaient partie d'un ensemble nécessaire à la vie. Nous déplorons de quitter la France sans en avoir eu une idée plus complète. Peut-être suffirait-il d'expliquer chaque matin le menu du jour ou de suggérer au chef de satisfaire certaines de nos curiosités.

*
* *

MARCHES ET MAGASINS

On trouve à peu près tout à cette épicerie voisine

de la Cité, sauf bien sûr la viande et le pain, nous verrons tout à l'heure pourquoi. La boutique est la propriété d'un couple qui a exercé auparavant à la campagne : il souligne l'énorme progrès du niveau de vie. Une paysanne entre acheter des pêches parce qu'elles sont bon marché ; elles viennent du Sud-Ouest, mais tout circule aujourd'hui et le Breton ne se contente plus des pommes de l'hiver dernier.

Une vitrine réfrigérée dans le coin de la crêmerie : "Ah ! nous l'avons fait installer... Les gens deviennent exigeants". C'est plus hygiénique ; tout est frais, les oeufs et les légumes. Il est vrai qu'ils viennent d'une chaîne de distribution à laquelle l'épicerie est rattachée, forme de la société industrielle adaptée à la mentalité française.

Les conserves ont pris une place importante, sauf les fruits qui sont meilleurs frais et coûtent moins chers. Mais la choucroûte, les raviolis, plats d'origine étrangère sont consommés couramment : ils témoignent du goût des Français pour la recherche, au moins, en cuisine. Mais le consommateur est avisé : il n'achète pas de tripes en boîte parce qu'il y en a de fraîches chez le traiteur voisin.

Ce traiteur offre un aspect très français ; on pense à Rabelais devant ces viandes bien apprêtées, ces galantines, ces vols-au-vent, ces bouchées à la reine, ces terrines de lapin maison. Mais nous y voyons aussi des pizza et des quiches qui se

vendent fort bien. Il y a dix magasins du même genre à Rennes, et celui-ci est luxueux, avec son panneau décoratif en verre exécuté d'après un motif du XVIII^e siècle. Le sens de ce succès est clair : beaucoup de gens sont occupés mais ne renoncent pas, pour cela, à avoir un repas véritable ; ils savent qu'ils trouvent tous les jours un plat chaud différent et évitent ainsi la conserve ou le jambon anonyme.

Dans tous les vieux pays, le marché est un spectacle : ici il commence à trois heures et demie du matin avec l'arrivée des paysans et des grossistes. Nous sommes un peu en retard sur ces gens matinaux, mais nous n'en sommes que plus à l'aise pour interroger les commerçants : les bouchers surtout nous fascinent ; la variété, l'ingéniosité des Français à tirer parti des moindres morceaux est toujours pour nous un sujet de surprise. Un boucher quelque peu sadique a reconstitué une tête de veau avec ses yeux. Notre conseiller nous affirme que c'est exceptionnel ; nous en concluons qu'en matière de civilisation, il ne faut jamais généraliser hâtivement. C'est jour de marée : on s'efforce de faire manger du poisson aux Français le mardi pour compenser la baisse de consommation du poisson depuis que l'Eglise a autorisé la viande le vendredi. Là aussi nous apprenons d'une marchande les différentes variétés de poissons et la manière de les accommoder.

LE PAIN

Le Français est-il toujours, selon la définition connue "un monsieur décoré qui redemande du pain ?" La consommation du pain diminue, nous dit-on. De 40 % de la ration avant-guerre, elle est tombée à 30 %, et dans certains milieux aisés à beaucoup moins. Certains produits délectables étaient assaisonnés pour faire manger du pain : les pâtés, les sauces, les fromages. Nous avons consulté un homme éminent, maire de sa commune, minotier, travaillant avec des machines modernes dans un vieux moulin et ingénieur agronome. Il explique la baisse de consommation du pain par la mauvaise qualité de celui-ci, fait avec des farines trop blutées, trop blanches et qui ont perdu toute valeur nutritive. Il est vrai que la seule partie utile à notre organisme, celle qui est dans le germe de blé, passe dans le son et qu'on la donne aux animaux, ou aux humains sous forme de médicaments ! Pour lui, il produit de la farine de sarrasin, mais il est obligé d'en faire venir de plus en plus du Canada ou de Pologne pour qu'on puisse en faire des galettes bretonnes. Pourtant on paie le sarrasin deux fois plus cher que le blé.

Le Français demeure cependant un homme qui, selon les calculs d'un Américain qui étudie la civilisation à Paris, accepte d'aller plus loin pour avoir le pain qui lui plait, ceci dans la proportion de 20 %. Remarquons, avec ce professeur, que le symbolisme du pain diminue et que l'on dit familièrement

"gagner son bifteck". Nous apprécions le pain français et comprenons que la baguette, payée 55 centimes à Paris, soit transportée par avion et offerte à New-York à un dollar et à Los-Angelès à deux dollars.

*
* * *

LES COLLECTIVITES

Avec l'allongement des études pour tous, les colonies de vacances, l'installation de cantines dans les usines et les administrations, sans oublier le service militaire et les communautés diverses, le citoyen d'aujourd'hui est astreint pendant plusieurs années à un régime d'alimentation collective.

Plus de 10 000 repas par jour sont servis par les restaurants universitaires de Rennes. Notre chef nous a éclairés sur leur composition : deux hors d'oeuvre, une viande, un légume au choix parmi quatre, un fromage, un dessert. Boisson à la charge de l'étudiant. Toutes les précautions sont prises pour varier, pour équilibrer les constituants (protéines, féculents, graisses etc...) sans oublier jamais les vitamines. La viande, ou le poisson le vendredi, représente au moins 70 grammes. L'étudiant paie 1,70 F, l'Etat met la même somme. L'achat des produits représente 2 F, le reste paie les frais de service. Une diététicienne con-

trôle l'ensemble des trois restaurants universitaires de Rennes, et s'occupe des régimes spéciaux pour malades qui sont servis à part. Elle a reçu une formation spéciale ainsi que les jeunes chefs de cuisine. Lui-même s'est formé tout seul et nous dit-il, apprend tous les jours dans cet art complexe.

Là aussi nous sommes frappés de l'esprit chercheur de cet homme : nos questions révèlent la variété des solutions. Le menu change avec la saison ; les nouveaux systèmes de surgélation fournissent des produits excellents : les petits pois sont meilleurs que les légumes frais et l'on ne servira plus de la conserve que pour dépanner. L'économiste du Collège Saint-Vincent, un père qui connaît bien les Etats-Unis, confirmera que la France a dix ans de retard sur l'Amérique et commence à s'équiper de la même façon.

Nous retiendrons avec le chef cuisinier une conclusion : c'est l'importance de la cuisine collective dans l'éducation d'une province. Elle habitue, par exemple, les jeunes gens bretons à manger autre chose que des pommes de terre et à enrichir leur menu. Ils commencent à accepter le riz, à ne pas se défier des mets qu'ils ne connaissent pas. On peut espérer que nous tirerons de notre séjour dans son établissement d'aussi précieuses leçons.

Les communautés religieuses ont suivi une évolution analogue : elles mangent mieux qu'autrefois, mais à peu près

suivant les mêmes normes. Les prêtres de Saint-Vincent ont exactement le même régime que nous. Au contraire les Trappistines de Laval observent une sobriété qui est la règle de l'ordre : café au lait avec pain ; repas à midi et demi sans viande ; et le soir fromage, pain et fruits. Les autres sœurs ont maintenant un fruit au petit déjeuner à cause des effets bienfaisants qu'ils produisent à cette heure de la journée.

*
* *

EVOLUTION ET PERSPECTIVES

Les produits industriels alimentaires sont comme les langues d'Esopé : on peut les accommoder bien ou mal et leur faire tout dire. Les uns sont meilleurs qu'autrefois grâce à l'utilisation du froid, le poulet est accessible à tous, mais il faut le choisir assez gros, comme nous a montré le boucher si l'on veut de la bonne viande.

Les conserves sont entrées dans les habitudes, mais le surgelé va tout remettre en question. L'influence américaine s'exerce surtout sur les jeunes qui font la fortune des marchands de glaces. Autre conséquence heureuse : le bifteck hâché se vend couramment, nous dit le boucher, alors qu'il était inconnu il y a dix ans. La présence de ketch-up nous a surpris : elle s'ex-

plique par le succès des hamburgers et nous avons remarqué à Paris une chaîne de restaurants Wimpy de type américain.

Cependant l'artisanat semi-industriel demeure encore très fort. C'est une originalité de la France : pâtisseries et surtout charcutiers entretiennent l'existence de plats, sans doute très anciens, même si les grandes maisons de charcuterie industrielle répandent sur le marché des produits constants dans leur qualité. Nous n'avons pas vu de rayons importants de viande sous cellophane ; il en existe dans les Supermarchés, et c'est sans doute l'avenir, surtout dans les grands ensembles de la périphérie, comme nous l'avons constaté à Maurepas.

Il nous paraît donc que le Français combine les avantages des deux systèmes : la cuisine traditionnelle avec des produits frais que l'on prépare soi-même, et l'utilisation des moyens modernes de transport et de conservation. La préoccupation de santé, constatée dans les grands organismes officiels, se trouve même chez les particuliers : des paysans auxquels nous rendions visite pour voir leur four à pain, désaffecté puis quinze ans, révélaient dans leurs réponses le souci de suivre les indications du médecin, éliminant la graisse de porc, le beurre cuit, les sauces fortes qui, autrefois, faisaient le fond de leur alimentation. Ils montraient avec orgueil le jardin, plein de légumes frais disant : "Voilà la santé..."

C'est également à une conclusion favorable que nous

mènent les contacts avec les jeunes : ils ne boivent presque plus de vin et d'alcool, alors que le vin fort d'Algérie a trouvé en Bretagne, chez les adultes, des consommateurs exigeants qui ont renoncé au cidre traditionnel. Le problème de l'alcoolisme n'est pas résolu, hélas ! comme nous l'a montré le professeur de civilisation en passant devant l'hôpital psychiatrique, mais c'est peut-être l'aurore d'une ère nouvelle.

En conclusion, il nous semble que la nourriture des Français est équilibrée, agréable et variée. Si nous faisons des réserves sur la répartition des repas, il y a dans l'ensemble un progrès vers plus d'hygiène. L'industrie a plus d'avantages que d'inconvénients, elle n'a pas supprimé l'artisanat, ni étouffé la personnalité de la maîtresse de maison. On ne voit pas de gens affamés, ce qui permet de déguster sans remords les excellentes spécialités françaises. Les classes sociales, dans le domaine de l'alimentation plus que dans les autres, se rapprochent sans se confondre. Il y a deux fois plus de pâtisseries qu'il y a dix ans. Les Français mangent moins de pain, mais ils mangent aussi de la brioche.

LE MONDE RURAL BRETON
FACE AUX MUTATIONS DU MONDE MODERNE

Participants : M. Francis BEAUDET
Frère Declan KANE
M. John MAMER
Mme Pat MERTZ
M. Samuel STARK
M. George WOODSUM

Conseiller du Groupe : Lucienne BOUDET

Information et visites

Nous avons lu : "l'Economie de la Bretagne depuis
1954"

(Centre régional d'études et de formation économiques)

"Une France sans paysans"

de Henri Mendras

Nous avons eu un long entretien avec

le Dr LE TREUT, vétérinaire et Conseiller
général à Châteaugiron

et Monsieur BOUGET, Maire de St Gilles

qui nous ont introduits auprès de nombreux fermiers.

Nous avons pris contact avec :

un délégué de coopérative et son fils

une déléguée de syndicat agricole : Mme HERVE

un délégué d'un autre syndicat agricole :

M. LEMARCHAND

un membre de l'I.P.S.O.P. à l'école d'agri-
culture : M. LEGAVRE.

Nous avons assisté à une réunion du Conseil Municipal de St Gilles
et avons été initiés au problème du remembrement dans la Commune
de St Seglin, qui la première l'a réalisé.

Partout l'accueil a été aussi aimable que nous pouvions le souhaiter.

Pourquoi avons-nous choisi un tel sujet ?

La Bretagne est une province connue pour son attachement au terroir et aux traditions, mais c'est aussi celle qui, la première, ayant pris conscience des problèmes de son époque s'est signalée par une agitation violente.

Il était intéressant au lendemain de la "Révolution de mai" qui venait de bouleverser le monde étudiant et le monde ouvrier, de voir où en était le monde rural breton devant les mutations nécessaires de l'ère nouvelle.

Enfin, cette étude bien que très modeste et très limitée pouvait, cependant, intéresser des Américains appartenant à une société industrielle plus avancée que la société française et leur permettre de faire des comparaisons, et de mieux sentir une civilisation en voie de transformation.

L'agitation paysanne bretonne a été le signe d'un malaise devant une situation difficile.

Cette agitation a surpris parce que le monde rural jusqu'à la guerre était un monde figé, fortement enraciné dans sa terre. Il était resté ce que Zola définissait :

"la partie saine de la FRANCE, la raisonnable, la pondérée, la paysanne qui supprime la partie folle, détraquée de rêveries et de jouissances".

C'était un monde de travailleurs durs pour eux, mêmes exigeants, patients, silencieux et sages jusqu'à la résignation, indépendants mais aimant l'ordre et la stabilité au point de se faire oublier.

Or, nous avons assisté ces dernières années à une explosion de violence et tout se passe comme si l'agriculteur breton s'était

mis à considérer la violence comme payante. Et cependant, lors des événements de mai toute son attitude a prouvé qu'il se dissociait de la violence estudiantine. Il a voté en masse pour le régime.

Pourquoi cette apparente contradiction ?

Et tout d'abord quelles étaient les causes de l'agitation paysanne.

Une de ces causes c'est que :

- les structures foncières bretonnes ne sont plus adaptées aux exigences d'une agriculture moderne.

Les exploitations agricoles, dans une région où les familles sont nombreuses, ont été partagées à l'extrême. Le résultat est un morcellement qui ne permet plus au petit exploitant de vivre décemment. Il faut au moins une superficie de 15 à 20 ha pour faire vivre une famille. Or, à St Gilles, par exemple, il y a 116 exploitations de 1 à 15 ha et 44 seulement de 15 à 40 ha. A St Seglin, si 20 exploitations ont une superficie suffisante, 232 ne l'ont pas. L'économie moderne ne s'accommode pas de l'extrême division des terres. Le remembrement porterait un remède à cette situation et à St Seglin il a été heureusement réalisé avec l'aide de l'Etat. Le revenu a ainsi augmenté de 60 % en 5 ans mais le remembrement coûte très cher et l'Etat a limité son aide. Le mouvement s'est ralenti. De plus, le remembrement ne supprime pas le nombre des agriculteurs. Or, la Bretagne plus encore que la France a trop d'exploitants agricoles comme nous l'avons vu et l'exiguité des fermes limite la capacité d'investissement de l'agriculteur.

Moderniser une exploitation exige de gros capitaux : un tracteur coûte 1 500 N.F., une moissonneuse-batteuse 50 000. Si le petit exploitant emprunte pour acheter un outillage coûteux

et que vienne une période de mévente il se trouve devant des traites qu'il ne peut honorer. La colère gronde.

- La ferme, la maison d'habitation restent souvent très primitives

Les prix de fermage sont restés très bas. Ils représentent 1 à 2 % de la valeur de la ferme parfois 1/2 %. Comment le propriétaire pourrait-il envisager des améliorations coûteuses ? Si le fermier n'est pas propriétaire de l'exploitation, il ne veut pas risquer des dépenses qui seraient effectuées en pure perte si la ferme se vendait et que le nouveau propriétaire décide ou de l'exploiter ou de ne pas renouveler le bail. Ainsi, beaucoup de fermes restent dans un état vétuste ; leurs occupants en souffrent.

- Enfin, faute d'une vision claire de l'avenir et d'une stratégie globale, le gouvernement a parfois poussé l'agriculteur vers des reconversions décevantes.

Par exemple, on lui avait conseillé d'abandonner la polyculture pour l'aviculture ou l'élevage des porcs, il l'a fait. Mais c'est alors qu'il y a eu des importations massives de poulets congelés américains ou de porcs polonais entraînant l'effondrement des prix. Qu'une grève des transports se prolonge, comme cela s'est produit, et c'est l'impossibilité d'écouler les produits. Alors on voit les fermiers répandre des tonnes de pommes de terre invendues sur les routes pour faire savoir leur mécontentement.

La crise d'ailleurs est à l'état latent, permanent dans les pays à évolution trop lente comme c'est le cas en France. Les progrès de la productivité sont plus rapides ailleurs. Les prix agricoles de ce fait ont tendance à baisser. Si le volume de production ne croît pas dans la même proportion le revenu relatif de l'agriculteur baisse. C'est le malaise.

Ainsi la grande cause de cette explosion de violence dans le monde agricole breton vient d'une situation anachronique, retardataire créée par :

- d'anciennes structures foncières défavorables
- le volume trop important de sa population et parfois de sa production
- l'emploi de techniques insuffisamment adaptées.

Est-ce à dire que l'agriculteur de 1968 n'ait pas évolué. - Non. La mentalité du monde rural a considérablement évolué et si les résultats sont insuffisants c'est que le retard était énorme.

Quelle est donc la psychologie actuelle de l'agriculteur devant le monde moderne ?

Elle est en pleine évolution, une évolution assez lente chez les anciens agriculteurs, très rapide chez les jeunes. Avant la guerre, le monde rural concevait son activité comme un mode de vie ancestral ; il se sentait bien enraciné dans ce mode de vie et le croyait définitif. Actuellement il la considère comme un mode de production qu'il a le pouvoir de transformer. L'agriculteur a pris conscience de son rôle économique.

Comment a-t-il pu ainsi évoluer ?

- La guerre de 1939-45 a jeté beaucoup de ruraux bretons dans des fermes allemandes semi-industrialisées. Après ce contact prolongé dans un monde nouveau, les anciens prisonniers bretons ont été les premiers à acheter des tracteurs. Or, une fois le processus de modernisation entamé il est irréversible.

- De plus dans les villages, l'instituteur, le curé ont poussé par leur enseignement à l'ouverture des esprits sur de nouvelles possibilités.

Ils ont organisé des cours agricoles, des voyages d'études à l'étranger et ont conduit les futurs agriculteurs en Hollande,

par exemple, où ils ont visité des fermes modèles. Les mouvements catholiques ruraux ont été très actifs en Bretagne et les dirigeants actuels des groupements agricoles sont presque tous issus de la J.A.C. (Jeunesse agricole catholique).

- Le service militaire, encore, a créé des contacts salutaires entre agriculteurs, étudiants et ouvriers. Ils se sont éduqués et ont pressenti ce qu'ils pourraient faire.

- Enfin l'aide de l'Etat a beaucoup aidé à cette évolution... Le Crédit Agricole a consenti des prêts de 20 000 N.F. pour dix ans et sans garantie. De plus, si un propriétaire, un fermier - avec l'accord de son propriétaire - veulent construire une étable pour un minimum de 20 vaches ou de 100 cochons ils touchent une subvention se montant à 40 % des sommes engagées et c'est un don. L'agriculteur a ainsi pris conscience qu'il avait à sa disposition les moyens financiers, bancaires d'une amélioration de sa condition sociale.

Cette évolution des esprits est considérable même chez les vieux agriculteurs la mentalité est bouleversée.

Si leur mode de vie et de travail reste traditionnel c'est qu'ils ne peuvent faire mieux, mais ils sont prêts à se transformer quand ils en ont les moyens. Cependant, l'attachement au passé reste sensible. Telle fermière sait fort bien qu'un cheval consomme comme deux vaches et qu'avec une voiture sa nécessité a disparu mais il reste pour elle le symbole d'une ferme prospère et elle le garde. L'attitude des anciens à l'égard de tout changement est prudente, méfiante même. Au début le tracteur a eu mauvaise réputation "il laisse la terre moins meuble" disait-on. "La trayeuse électrique ? Les vaches s'en accommodent mal". Quant à la moissonneuse-batteuse, elle a mis dix ans pour être admise. On parlait de paille perdue, de grain plus sale, de pain moins bon...

Un autre trait de la mentalité du vieil agriculteur breton est son respect et parfois son attachement pour sa vieille aristocratie qui possède toujours plus du tiers des terres. Il existe encore le fermier qui salue son propriétaire d'un "Notre Maître" ou même d'un "Monsieur Notre Maître" et qui pense que son petit fils, s'il fait des études universitaires dépasse ce qui est permis, ce qui est de bon ton en fait de promotion sociale. Jusqu'au B.E.P.C. c'est normal. Au-delà ?... D'ailleurs l'aristocrate de son côté aime ses vieux fermiers fidèles et il est fier de pouvoir dire qu'ils cultivent sa terre de père en fils. C'est la rencontre de deux noblesses.

Chez les jeunes fermiers ces sentiments n'existent plus. Seul demeure le respect de l'homme s'il le mérite. Mais ils gardent - et c'est émouvant - une grande admiration pour le vieil agriculteur si exigeant pour lui-même, si totalement dévoué à sa terre et à sa famille, si austère dans ses moeurs. "C'était un artiste qui cultivait sa terre comme un jardin" nous disent trois jeunes universitaires issus du monde agricole "et les jeunes de chez nous le respectent profondément".

Pourtant ces jeunes agriculteurs sont tournés vers l'avenir et cela sans restrictions.

Si la rentabilité, par exemple, d'un certain type de culture ou d'élevage n'est pas évidente ils renoncent à cette culture ou à cet élevage. La fermière ne fait plus de conserves: elle les achète.

Le jeune agriculteur utilise au maximum le crédit et toutes les possibilités de crédit, parfois jusqu'à l'imprudence. S'il est propriétaire, il fait bâtir une nouvelle étable avec salle de traite mécanique. La maison d'habitation est rénoverée, parfois apparaît même une petite pelouse. Mais s'il n'est pas propriétaire de la ferme, le jeune agriculteur laisse les lieux dans un état voisin du délabrement. Par contre,

la cuisine est munie de tout le confort ménager : frigidaire, machine à laver, deux cuisinières : l'une électrique, l'autre au bois et il est fier de montrer, s'il le peut, dans un vaste bâtiment, sa voiture, ses tracteurs, sa semeuse et même sa moissonneuse-batteuse de 50 000 N.F.

En même temps, il reconnaît que sa compétence technique devient insuffisante car il devient chef d'une entreprise agricole très coûteuse. Il souhaite que son fils soit mieux préparé que lui. Mais l'agriculture n'emploie pas ceux qui ont la formation technique la plus poussée, ceux-là vont vers des carrières para-agricoles qui représentent, pour eux, une émancipation.

Le jeune agriculteur intelligent qui a une formation technique agricole et qui reste à la terre y réussit et est optimiste.

Il a le sentiment de possibilités inespérées car il a vu en dix ans le nombre des tracteurs se multiplier par dix et les cadres de son travail se métamorphoser de façon spectaculaire. Il a un outillage qui allège son travail, sa productivité s'est considérablement accrue, il a une voiture, la télévision, le dimanche il va à la plage avec sa femme et ses enfants et dans quelques années - il en est sûr - il prendra des vacances comme tout le monde et aura plus tard une retraite. Le jeune agriculteur obligé, par contre, de se reconverter, affronte parfois un problème difficile. La Chambre de Commerce organise une préparation rapide qui lui permet de s'orienter vers des métiers de force et de plein air : ceux du bâtiment lui conviennent assez et il aime la perspective d'un salaire régulier.

S'il entre chez Citroën il se trouve riche. Il continue souvent à habiter à la campagne, il y a même parfois un champ et une vache. S'il a dû s'établir en ville, son rêve est de pouvoir posséder un jour une maison avec un jardin dans un village comme Le Rheu ou St Gilles afin de garder le contact

avec la terre. Mais posséder la terre est-ce essentiel pour le jeune agriculteur ? Non.

Le problème de la propriété foncière est dépassé

Pour réussir vite il faut des équipements et des terres suffisamment étendues. Les terres coûtent trop cher, il préfère conserver ses capitaux pour s'outiller et louer une 2ème ferme voisine. Puisque la propriété intéresse peu le nouvel agriculteur on pourrait le croire prêt à adhérer au collectivisme.

Il ne l'est pas. Il envisage de s'allier avec des fermiers voisins, de regrouper les terres, de créer des coopératives de matériel agricole de s'affilier à des syndicats de défense des intérêts professionnels mais il tient essentiellement à être maître de ses actes. Il reste individualiste.

Il compte sur lui plus que sur la politique

Les événements de mai lui ont fait craindre des bouleversements sociaux imprévisibles. Il n'aime pas cela. La stabilité, il en sent le besoin. La prudence ancestrale demeure dans son subconscient et il s'accommode du régime actuel.

Le gouvernement n'a pas tout fait pour lui, mais il pense qu'aucun autre gouvernement n'avait fait autant que celui-ci et que, sans doute, aucun autre ne pourrait faire plus.

CONCLUSION

Finale­ment et mal­gré les explo­sions de violence sus­ci­tées par la crise qu'en­traîne en Bre­tagne la très rapide mo­der­ni­sa­tion de l'agri­cul­ture, l'agri­cul­teur bre­ton reste l'in­car­na­tion du sens de la me­sure. Mais il reste ori­ginal en ceci qu'il a été un de ceux qui ont mon­tré le plus d'ou­ver­ture d'es­prit et de dy­na­misme. La Bre­tagne avait un re­tar­d énor­me. Mal­gré vents et ma­rées, le bre­ton a réus­si à com­bler une part de ce re­tar­d. Il a don­né l'ex­em­ple d'une bon­ne vo­lon­té cou­ra­geuse de­vant un monde dif­fi­cile en con­ti­nuelle évo­lu­tion.

L'ARISTOCRATIE BRETONNE

Participants : Frank BRUNO
Janet GHATTAS
Richard LIMA

Kenneth MURRIN
Colette NASRALLAH
Connie SCHLOTTERBECK.

Conseiller du groupe : Henri DUMAZEAU.

Nous avons été frappés, en parcourant la France par l'importance du passé dans ce pays : on le respecte, on l'entoure avec amour. Partout il se mêle au présent, mais les grands ensembles ne font pas oublier le centre des vieilles villes avec leurs boutiques et leurs rues pittoresques. En admirant les châteaux de la Loire nous nous sommes ennuyés avec un guide qui récitait l'histoire de France : elle était derrière ces murs mais elle était morte pour nous.

Nous avons envie de voir ces demeures vivantes. Nous n'avons pas cela en Amérique et il nous a paru intéressant de voir s'il existait des descendants des familles qui avaient autrefois habité ces châteaux, comment ils vivaient, comment ils entretenaient ces résidences d'un autre âge, s'ils avaient une mentalité particulière et quel rôle ils jouaient dans la vie de la nation. Cette société française est plus différenciée que la nôtre : c'était une occasion unique de voir de près un de ses aspects les plus originaux.

Occasion unique, en effet, car Rennes et sa région presque autant que le coeur de la Bretagne offrent de riches possibilités à qui s'intéresse à cette classe. Certes, nous ne

sommes plus au temps (1671) où Mme de Sévigné écrivait à sa fille : "Il me semblait que tous les pavés fussent métamorphosés en gentilshommes". Cependant, c'est précisément sur le Boulevard qui porte le nom de l'illustre Marquise que nous avons découvert, à quelques pas d'ici, deux maisons pleines de souvenirs et commencé notre plongée dans ce monde à demi-englouti.

Etre reçus...

Nous étions devant la forteresse de Montmuran comme des pèlerins du Moyen-Age qui demandent asile, car il y a un pont-levis qui fonctionne encore. Serait-il abaissé pour nous ? Nous avons été vite rassurés : on ne le lève que pour amuser les scouts qui campent à proximité. Pour nous du reste toutes les barrières ont été miraculeusement levées. Si beaucoup de grilles de châteaux portent un écriteau : "On ne visite pas", la vérité nous oblige à dire que nous n'avons pas essuyé un seul refus aux dix demandes d'entrevues que nous avons présentées. On trouvera en annexe les documents justificatifs. Signalons entre autres une entrevue avec le généalogiste de Rennes, seul spécialiste pour toute la Bretagne, qui nous a précisé les questions d'état-civil et d'authenticité des titres.

DEFINITION ET LIMITES

Officiellement les titres nobiliaires n'existent pas et le prétendant au trône de France s'appelle d'Orléans comme Louis XVI s'appelait Capet pendant la Révolution. Mais, nous avons dû constater que deux cents ans après la Révolution il y a un Bottin de la Noblesse, une Association de la Noblesse Française et des signes extérieurs qui démontrent que cette caste n'a pas disparu.

Ces signes apparents pour nos yeux d'étrangers sont le nom, certaines manières, quelquefois une tenue, un langage, très fréquemment une demeure ancienne, château, manoir ou hôtel particulier en ville dans certains quartiers, et dans ces maisons des meubles, des souvenirs, des portraits, des décorations, des armoires, gravées ou peintes sur les murs et l'argenterie, des objets d'art. Mais tous ces témoignages du passé de leur famille, bien qu'ils y tiennent beaucoup et soient prêts à des sacrifices pour les conserver, apparaissent souvent secondaires à ces gens. Ils considèrent que les traditions, l'esprit légués par les ancêtres, le sentiment d'une continuité historique et familiale sont l'essentiel de leurs biens.

Il s'agissait pour nous de définir ces valeurs et d'étudier les problèmes matériels et moraux que la société actuelle pose à l'aristocratie bretonne. Nous ne prétendons pas avoir fait oeuvre de sociologues ; il nous suffit d'avoir vu dans leur cadre de vie quotidienne des gens qui nous ont semblé généreux, ouverts et très accueillants même si certains, en réponse à nos questions indiscretes, marquaient en même temps avec franchise les bornes de ce qu'ils appelaient "leur milieu".

Les valeurs

La morale de l'ancienne aristocratie était l'honneur. Il interdisait de subir une insulte sans demander réparation par les armes mais aujourd'hui on voit plus de duels à l'Assemblée Nationale que dans les châteaux. On ne pouvait "déroger", c'est-à-dire, selon la définition, "exercer un art mécanique" ou des activités commerciales. Il fallait "servir" et naturellement commander ; c'était la raison d'être de la noblesse au Moyen-Age, et même beaucoup plus tard. Le

Duc de R. nous citait un ancêtre qui arma un régiment à ses frais dans la guerre de l'Indépendance américaine et se ruina à cette entreprise. Il reste quelque chose de cet esprit dans l'habitude commune à ces familles de servir dans l'armée. Il est vrai qu'aujourd'hui on ne défend plus le Roi mais la patrie. Comme il est naturel, la marine demeure en Bretagne l'arme la plus recherchée. Chaque famille visitée, sans exception, comprenait un ou plusieurs marins. Mais le courage et la mort à la guerre ne sont plus le privilège de la noblesse et elle le sait bien. De plus, elle a été déçue par l'abandon de l'Empire Français et surtout par la guerre d'Algérie. Elle avait trouvé un dérivatif à sa frustration : les officiers d'affaires indigènes jouaient souvent le rôle du seigneur d'autrefois, au sens étymologique du mot "protectorat".

Le religion représente-t-elle au moins une valeur constante ? On élève toujours les enfants dans un esprit chrétien et on conserve une défiance définitive à l'égard de l'enseignement public, cependant nous n'avons pas trouvé de vocations religieuses dans les nombreux enfants ou petits-enfants des 10 familles interrogées. Mais, les portraits d'ancêtres montraient des personnages illustres qui avaient joué un rôle dans l'Eglise et dans l'histoire : une abbesse au regard noir, munie de sa crosse, insigne du commandement dans les grands ordres, un évêque épargné par la Terreur pour avoir béni le drapeau tricolore, un Chevalier de Malte en grande tenue, un cardinal un peu trop célèbre au XVIII^e siècle. L'orientation actuelle de l'Eglise trouve l'opinion partagée : on accepte le nouveau rituel mais on ne veut pas une éducation mixte que l'Eglise voudrait imposer. L'hésitation ne touche pas la foi mais seulement l'attitude pratique. Le divorce est exceptionnel et nous n'avons pas traité le problème de la contraception.

Le conflit des générations apparaît rarement : nous l'avons vu à l'état aigu dans une famille d'officiers, (le père est ancien élève de Polytechnique) où les aînés rompent radicalement, au moins pour l'instant, avec les idées de la famille. Simone de BEAUVOIR, SARTRE, GENET apparaissent comme responsables de ce dévergondage moral. La mère reconnaît du reste la conviction profonde qui anime son fils, mais la déplore. Dans l'ensemble les fils comme les filles sont conscients d'appartenir à un certain monde et d'avoir des responsabilités particulières, "mais ils ne prennent pas très au sérieux les vieux parchemins", nous dit le propriétaire du plus beau château féodal de Bretagne. Nous sommes frappés du respect extérieur que les enfants montrent aux parents auxquels ils lisent toujours "vous" et qu'ils n'interrompent jamais.

Si l'honneur féodal, la défense de la patrie et de la religion ne sont plus les valeurs maîtresses, ou tout au moins distinctives de la caste nobiliaire, que lui reste-t-il ? Beaucoup plus de choses qu'il ne semble, qui ne sont pas toujours très claires pour nous et qu'eux-mêmes ne se définissent pas très nettement, car on analyse mal ce qui est très profond. D'abord les ancêtres qui ont une présence permanente, presque physique dans beaucoup de maisons par leurs portraits, les dates sur les tombeaux, des témoignages comme un brevet d'officier signé de Louis XV. Un de nos hôtes rappelait le principe d'action de Vigny : dans les grands moments de sa vie il se demandait comment agiraient ses aïeux. Il y a donc une continuité qui fait de l'homme un chaînon où la lignée prime l'individu. C'est pourquoi un autre, un jeune marquis celui-là, est très soucieux de s'intégrer au monde d'aujourd'hui.

On voit l'ambiguïté de la position. Parmi les valeurs sûres figure en premier lieu la défense du nom (on

pense à Proust et à tout ce que représente par exemple le nom des Guermantes). L'Association de la Noblesse Française en a fait son premier objectif car 90 % de ceux qui se disent nobles ne sont pas authentiques (chiffre confirmé par le généalogiste). Nous pouvons vous rassurer : ce sont justement ceux que nous n'avons pas rencontrés. Quant aux autres valeurs le mieux est encore, pour en donner une idée exacte de reproduire les déclarations de cet informateur qui a bien voulu être parfaitement franc avec nous. A la question de savoir quels étaient les critères du choix dans un mariage il a répondu : d'abord le nom. On n'épouse pas n'importe qui, sauf exception ; l'argent, car il en faut, c'est une cruelle nécessité dans ce monde pour préserver la terre de famille, la demeure, les objets porteurs de la tradition. Il verrait ensuite l'éducation qui définit un certain style de vie : la façon de manger, le baise-main ou l'équitation, mais bien sûr un contrôle acquis des réflexes, une vraie générosité. Enfin, il apprécie l'intelligence et nous croyons que ce n'est pas uniquement par courtoisie à l'égard de notre groupe qu'il qualifie, toujours généreux, d'intellectuel.

LES PROBLEMES

On devine à ce bref tour d'horizon, quels problèmes de survie et d'adaptation se posent à ces familles aristocratiques. Plusieurs membres de l'équipe se félicitent d'être nés simples bourgeois, et libres. Si la comtesse, propriétaire d'un château féodal dans un site extraordinaire "apprécie sa chance", une de nos enquêteuses s'attendrit sur le sort de ce jeune comte, ingénieur électronicien qui renonce à sa carrière et décide, après un cruel débat de conscience, de venir s'installer dans le château qui appartient à sa famille depuis le XV^e siècle, auprès des morts qui dorment sous les dalles de la chapelle. Il nous rassure partiellement : il ne sera pas

gardien de musée, mais sa tâche est vaste : terres à cultiver et à moderniser, jardin zoologique et parc à entretenir, mille questions à résoudre, être un peu vétérinaire, un peu agronome, et chef d'entreprise.

Le premier des problèmes est la transmission du patrimoine. Dans la génération née au début du siècle on compte en moyenne six à dix enfants par ménage. La loi, depuis la Révolution, stipule que chaque enfant a droit à la même quantité, sauf une part supplémentaire que le père peut attribuer à sa guise. Pour garder le château et les terres l'aîné doit indemniser les autres. Il essaie d'y parvenir par arrangement amiable, soit en se mettant en société avec ses frères, soit en leur payant pendant plusieurs années une rente. Mais comme la terre rapporte peu (de 1 à 2 % d'un capital pratiquement inaliénable) il faut trouver d'autres moyens : exploiter la valeur d'attraction touristique du château par exemple. Nous avons vu trois tentatives de ce genre : zoo, parc d'enfants, étang poissonneux créés spécialement par le Marquis de K., propriétaire du Versailles breton pour attirer les gens du pays. Naturellement, on ne sait pas exactement ce que pourront donner ces moyens dans la civilisation des loisirs. L'exemple du Château de Thoiry près de Paris encourage l'esprit d'entreprise des jeunes châtelains.

L'entretien de ces vastes et somptueuses demeures exige un soin constant et beaucoup d'argent. Nous avons vu partout le souci de maintenir. Pour l'argent, on le trouve comme on peut : par mariage, spéculation, situation lucrative ou aide de l'Etat. L'entretien annuel d'un château varie suivant son âge et sa solidité mais, il est couramment de l'ordre de deux à trois millions d'anciens francs. Les toits de la Chipaudière près de Saint-Malo ont nécessité, il y a 5 ans, 7 tonnes et demie de plomb et 52 tonnes d'ardoises. L'Etat peut alléger

les impôts et donner 50 % du prix des réparations si l'édifice est classé en première catégorie, comme Josselin, et 20 % pour ceux de deuxième catégorie comme les châteaux que nous avons visités. Dans ce cas, le public est admis dans certaines limites du parc et des appartements.

Si l'aîné a d'importants problèmes à résoudre avec la demeure familiale, les cadets n'en ont pas moins. Autrefois ils entraient dans les ordres et dans l'armée. Mais ils étaient très nombreux ; c'étaient des nobles authentiques : fiers et misérables. Chateaubriand le disait :

"On voit dans les anciennes familles quantité de cadets ; on les suit pendant deux ou trois générations puis ils disparaissent sans qu'on sache ce qu'ils sont devenus... Les aînés nobles emportaient les deux tiers des biens en vertu de la coutume de Bretagne ; les cadets divisaient entre eux tous un seul tiers de l'héritage paternel... Ces cadets de cadets arrivaient promptement au partage d'un pigeon, d'un lapin, d'une canardière et d'un chien de chasse, bien qu'ils fussent toujours chevaliers, hauts et puissants seigneurs d'un colombier, d'une crapaudière et d'une garenne".

Nous savons par de nombreuses confidences, par une lettre pathétique, (que nous ne pouvons citer) que les nobles ruinés existent. Si nous n'en parlons pas davantage c'est qu'il est gênant, sinon impossible, d'aller observer leur misère. Nous étions déjà confus de regarder l'hôte du château comme le pensionnaire de son jardin zoologique ; en plus, nous lui posions des questions... Beaucoup de nobles, dans l'intérieur de la Bretagne, n'ont pas de fermiers : ils travaillent la terre eux-mêmes, traitent les vaches, ne peuvent s'acheter des tracteurs ; c'est le témoignage du généalogiste qui ajoute : "Ils gardent cependant une pièce en bon état, pour

recevoir". Cela se voit aussi en ville où l'on nous cite des gens qui font des sacrifices pour "garder la face". Parmi les cas de déchéance rapide on connaît celui d'une famille qui s'éteint : le domaine de 2 500 hectares il y a 20 ans est déjà presque vendu. Après la mort de leur mère à 92 ans un fils et une fille végètent, dans leur château délabré, au fond des bois mais le vieillard trouve encore la force d'accueillir avec son fusil de chasse les parachutistes du camp voisin quand le vent les pousse sur ses dernières landes de bruyères et d'ajoncs.

Les causes de ces drames sont variées : consanguinité (tout le monde est plus ou moins cousin, pour ne pas trahir le nom et aliéner le patrimoine), préjugés, impôts, insuffisance des revenus pour investir. On nous cite aussi le jeu au casino, reste des passions des grands siècles, qui a dévoré de belles fortunes. Mais c'est avant tout une sclérose, un refus de s'adapter et un effet du sentiment qui est, de l'aveu d'un de ses membres les plus lucides, le défaut le plus grave de l'aristocratie : l'orgueil. Ainsi se déroule mainte tragédie de la solitude, de la vieillesse et de l'humiliation derrière les murs lézardés des manoirs.

La plupart des jeunes heureusement s'adaptent. S'ils ont des servitudes, ils ont aussi plus d'armes que l'élève des classes moyennes pour la réussite dans les examens. On note une certaine désaffection pour la carrière militaire, qui demeure cependant privilégiée : les deux raisons nous sont crûment exposées. Pourquoi entrer dans une armée qui n'a plus d'Empire à défendre ? Et de plus comment tenir son rang avec une solde insuffisante ? Il est significatif que les trois gendres d'un duc au nom célèbre sortent des Hautes Etudes Commerciales et d'une école assimilée. Dans la génération précédente il aurait eu des gendres Saint-Cyriens, comme lui, ou

officiers de marine.

Ceux qui ne passent pas de concours ne craignent pas de déroger en s'occupant de commerce, comme celui qui possède à Rennes une grosse affaire de transports bien connue des stagiaires ou ce jeune marquis "authentique" depuis Louis XV (il nous l'a dit lui-même) qui gère un porte-feuille de représentant.

Le cas des filles est particulier et absolument nouveau. Leurs mères n'avaient jamais quitté leur foyer ; elles donnent aujourd'hui à leurs filles des situations qui sont rarement brillantes mais que l'on obtient rapidement, avantage précieux dans ces familles très nombreuses ; nous avons relevé deux professeurs d'anglais (cette langue conserve un prestige de salon) et une assistante à la Faculté de Droit. Les autres deviennent conseillère agricole, infirmière, assistante sociale, documentaliste. On espère qu'elles se marieront et reviendront au foyer. En attendant il faut vivre.

POSITIONS POLITIQUES

La tradition bretonne était ambiguë : on a longtemps combattu le Roi et on a fini par le défendre à la Révolution. Nous avons interrogé les descendants de La Chalotais qui, au XVIIIe siècle, dirigea la résistance au pouvoir royal et ceux de la Rouerie qui se battit et mourut pour le Roi, aidé du reste par un Américain reconnaissant lequel fut guillotiné. Les uns et les autres pensent qu'ils font la même chose avec De Gaulle. Dans ce cas c'est le réalisme politique qui prime les principes. Ils regardent de haut bien sûr certains membres du gouvernement de noblesse un peu récente mais ils ne répudient pas leur alliance, consentent à jouer un rôle dans les institutions républicaines. Ils craignent avant tout, comme nous a

dit l'un des plus jeunes, l'isolement. On en voit qui sont députés à l'Assemblée Nationale, surtout dans la Bretagne traditionnelle de l'Ouest ; l'un de nos hôtes, un marquis d'une vieille famille est conseiller municipal et collabore volontiers avec ses concitoyens.

Les habitants de ces châteaux sont conscients de la mutation contemporaine : ils ne sont plus les "pères" qui conseillent et protègent. La population a appris à se défendre elle-même et les institutions sont là pour l'y aider. Mais, ils sont encore experts-fonciers, arbitres, présidents de Chambres d'Agriculture (Saint-Brieuc et Vannes pour citer des parents de nos hôtes). Ils s'occupent de sociétés diverses, comme le propriétaire de la Malouinière vue à Paramé qui est président de la Société Archéologique et de bien d'autres, ou celui du beau château classique qui abrite les manifestations hippiques de la ville de Rennes. Mais, le service de l'Etat s'effectue pour eux sur un plan plus élevé, nous l'avons vu, dans les postes militaires ou les fonctions de grands commis. On en trouve dans l'inspection des finances comme le descendant des Tocqueville qui, lui, est Normand, ou auprès des ministres comme le parent de celui qui a reçu si aimablement tous les stagiaires près de Paimpont.

On ne peut demander la ferveur républicaine à des gens qui entretiennent sur leurs murs le souvenir de la Révolution avec des assignats, symbole à leurs yeux du vol et de la banqueroute, qui comptent leurs guillotins (16 pour le seul château de la Chipaudière où il ne resta qu'un enfant de trois ans), dont certains considèrent Voltaire et Rousseau comme des criminels (ils nous l'ont dit) ou qui vivent sous le regard du grand ancêtre l'amiral de X... qui répondit à Fouquier-Tinville, lequel lui offrait la vie sauve s'il mettait

son expérience de marin au service de la République : "Je ne servirai pas ta foutue boutique".

Mais il est important de signaler que l'on n'entend plus parler de restauration dans ces châteaux qui furent jusqu'à la dernière guerre le plus solide bastion du parti royaliste. Beaucoup de fleurs de lys ornent encore les blasons, les cheminées ou les tentures des vieux manoirs, mais on ne les arbore plus à la boutonnière comme insigne de l'Action Française. On ne prend pas davantage au sérieux l'autonomisme breton bien que dans une famille de la très vieille aristocratie les enfants soient élevés dans la connaissance de la langue et des danses bretonnes par une mère militante. On désapprouve les excès, on bannit les rêves et là aussi le réalisme est plus fort que le romantisme.

La noblesse bretonne et l'Amérique.

Nous l'avons dit : pas un seul refus sur dix demandes. Partout un goûter et des boissons servis par les maîtres de maison eux-mêmes. L'accueil était plus spécialement chaleureux chez certains qui nous remerciaient de nous intéresser à eux. Presque tous ont fait un éloge de l'Amérique. Le Comte de L... "Moi, je suis avant-hier. Vous, êtes demain..." Et comme on remarquait que son fils aussi était demain, l'une de nos plus rusées stagiaires met tout le monde d'accord : "Et tous ensemble nous faisons aujourd'hui".

L'Amérique, pour eux, c'est la puissance, l'efficacité, le modèle du travail et du rendement. C'est aussi le barrage contre une nouvelle vague comparable à celle qui a déferlé sur la Russie de 1917, cette Révolution d'Octobre qui, elle, a balayé définitivement toute l'aristocratie russe.

Les Etats-Unis, c'est aussi le pays qui a aidé tous ces officiers dans les deux dernières guerres : le duc de R... était à l'Etat-Major interallié, le Shape et nous montre fièrement une photo du Général Grunther dédicacée. Le Colonel P. parle des Américains comme de compagnons d'armes : "Eux, au moins ont été loyaux. Il n'y a pas, chez ces fils et petits-fils de marins, les souvenirs désagréables de la rivalité anglaise. Ensuite presque tous sont membres de l'Ordre de Cincinnati, cette association très fermée qui groupe les descendants de ceux qui combattirent en Amérique avec La Fayette. On nous montre en trois endroits les livres reliés avec la liste des membres. Quand une vraie politique d'amitié sera de nouveau entreprise, il ne faudra pas, à côté des échanges, des jumelages et des Instituts, oublier ce moyen de resserrer les liens entre les deux pays. Le feu n'est pas éteint. Il suffit de ranimer les cendres.

En conclusion nous n'avons pas à porter de jugement sur la valeur politique et économique de cette classe dans le corps social français. Mais nous devons dire que nous n'avons pas trouvé chez eux le caractère fermé et altier qu'on leur prête. Nous leur sommes reconnaissants de maintenir vivantes ces sources de beauté et de les ouvrir si simplement à des visiteurs étrangers comme nous. Nous sommes frappés de leurs efforts pour s'adapter à une nouvelle forme de civilisation.

Enfin, à notre avis, il manquerait quelque chose au paysage français si l'on ne voyait plus, au détour d'un chemin, le parc où s'ouvre l'allée du château, et la société française ne serait plus tout à fait elle-même si devaient en disparaître ces personnages complexes baignés de l'étrange lumière du passé et qui regardent déjà avec courage un avenir incertain.